



2019

Rapport Annuel d'Activités et de Résultats



**Fonds fiduciaire de l'Union
européenne pour la
République Centrafricaine
"Fonds UE Bêkou"**

TABLE DES MATIERES

ABRÉVIATIONS	3
1. ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS	7
2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)	10
2.1 PROGRAMMATION	10
2.2 MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES ET RESULTATS CLES	11
2.3 SUIVI ET EVALUATION	43
2.3.1 CADRE DE RESULTATS	43
2.3.2 MISSIONS DE SUIVI AXE SUR LES RESULTATS	48
2.3.3 EVALUATIONS	48
2.4 COMMUNICATION ET VISIBILITE	48
3. RAPPORT FINANCIER	49
3.1 PROMESSES DE DONS ET CONTRIBUTIONS	49
3.2 BENEFICIAIRES ET MONTANTS CONTRACTUALISES	52
3.3 MONTANTS PAYES	57
4. MANAGEMENT ET CONTROLE INTERNE	58
4.1 RESULTATS DES CONTROLES	58
4.1.1 EFFICACITE DES CONTROLES CONCERNANT LA LEGALITE ET LA REGULARITE	58
4.1.2 PREVENTION ET DETECTION DES FRAUDES	61
4.2 OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS FAITES PAR LE SERVICE D'AUDIT INTERNE/LA COUR DES COMPTES	61
4.3 EVALUATION DE L'EFFICACITE DES SYSTEMES DE CONTROLE INTERNE.....	62

ABRÉVIATIONS

ACDA	Agence Centrafricaine pour le Développement Agricole
ACORD	Association de Coopération et de Recherche pour le Développement
AEDES	Agence Européenne pour le Développement Santé
AEL	Acteurs économiques locaux
AFD	Agence française de Développement
AGETIP CAF	Agence d'Exécution de Travaux d'Intérêt Public en Centrafrique
AGR	Activités génératrices de revenus
AICS	Agenzia Italiana per la Cooperazione allo Sviluppo
ALIMA	Alliance for International Medical Action
AMEX	American Express
ANDE	Agence Nationale de Développement de l'Elevage
ANEA	Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement
APEMF	Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance de Centrafrique
APN	African Parks Network
AT	Assistance technique
ATPC	Assainissement Piloté par la Communauté
AVEC	Associations Villageoises d'Epargne et Crédit
BAD	Banque africaine de développement
BDEAC	Banque de Développement des États de l'Afrique centrale
CASEF	Centres d'Autonomisation Socio-économique des Femmes
CEC	Centres d'Écoute et de Conseils
CGPE	Comités de Gestion des Points d'Eau
CLPR	Comités locaux de Paix et Réconciliation
CMCA	Caisses Mutuelles de Centrafrique
CNM	Comité National de Microfinance
COOPI	Cooperazione Internazionale
CPC	Crédit Populaire de Centrafrique
CRF	Croix-Rouge française

CRS	Catholic Relief Services
CUAMM	Opera San Francesco Saverio Foundation
DAFMAN	Direction des Affaires Financières, Monétaires, des Assurance et de la Microfinance
DEVCO	Coopération internationale et développement (Commission européenne)
DRC	Danish Refugee Council
DUE	Délégation de l'Union européenne
ECDPM	European Centre for Development Policy Management
ECHO	Aide humanitaire & Protection civile (Commission européenne)
EF	Expertise France
EMF	Etablissements de Microfinance
EUTM	European Union Training Mission
FACA	Forces armées centrafricaines
FAO	Food and Agriculture Organization
FED	Fonds européen pour le Développement
FF	Fonds fiduciaire
FH	Fondation Hironnelle
FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
GIZ	Deutsche Gesellschaft für internationale Zusammenarbeit
HERA	Health Research for Action
ICE	International Consulting Expertise
ICRA	Institut Centrafricain de Recherche agronomique
IMC	International Medical Corps
IRC	International Rescue Committee
LESA	Laboratoire d'Economie rurale et de Sécurité alimentaire
LRRD	Linking Relief, Rehabilitation and Development
MADR	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rurale
MCE	Mercy Corps Europe
MdS	Maison des Services
MESA	Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale

MINUSCA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique
MI	Mètre linéaire
MSP	Ministère de la Santé et la Population
OCB	Organisations communautaires de base
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OMS	Organisation mondiale de Santé
ONASEM	Office Nationale des Semences (ONASEM)
ONG	Organisation non-gouvernementale
OP	Organisations paysannes
OR	Ordres de Recouvrement
OSC	Organisations de la Société civile
PAM	Programme d'Alimentation mondial
PAV	Plan d'audits et de vérifications
PAPEUR	Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural
PBF	Financement Basé sur la Performance
PDI	Personnes déplacées à l'intérieur
PDI	Personnes déplacées en interne
PEPEV	Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie
PRESU	Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain
PTF	Partenaires techniques et financiers
PUI	Première Urgence Internationale
RCA	République centrafricaine
RCPCA	Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix
RELSUDE	Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA
REPASOCC	Renforcement et participation de la société civile centrafricaine
RMCC	Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique
RNL	Radio Ndeke Luka
ROM	Results-oriented Monitoring
SMART	Spécifique; Mesurable ; Acceptable ; Réaliste; Temporellement défini

SNIS	Système national d'information sanitaire
SPONG	Secrétariat Permanent pour les ONG
TDR	Termes de Reference
THIMO	Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre
UE	Union européenne
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
URD	Urgence Réhabilitation Développement
VBG	Violences Basées sur le Genre
WCS	Wildlife Conservation Society
WHH	Welthungerhilfe
WWF	World Wide Fund for Nature
ZCV	Zone Cynégétique Villageoise

1. ÉVÈNEMENTS POLITIQUES ET OPÉRATIONNELS MARQUANTS

Les efforts de médiation soutenus par l'Union africaine ont abouti à la signature d'un accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine en février 2019. L'accord de paix, qui prévoit la création d'un gouvernement inclusif et le Désarmement, Démobilisation, Réhabilitation, Réinsertion (DDRR) progressif des groupes armés, est une opportunité à saisir.

Cependant, malgré la signature de l'accord de paix et le soutien de la communauté internationale aux autorités centrafricaines, la situation sécuritaire reste volatile en RCA. Tout au long de l'année, différentes régions du pays ont été confrontées à des flambées de violence localisées et récurrentes. La situation dans la capitale reste fragile, notamment dans les zones plus sensibles de la ville.

En décembre 2019, 592 129 centrafricains sont toujours réfugiés au Cameroun, au Tchad, en République Démocratique du Congo et au Congo. De plus, on compte 687 191 personnes déplacées à l'intérieur du pays¹. La situation générale du pays est aggravée par des difficultés d'accès aux services de base, notamment en matière de soins de santé primaire, d'éducation et d'eau. En outre, environ 100.000 personnes ont dû quitter leur maison suite aux pluies torrentielles et aux inondations d'octobre et novembre 2019.

La mise en œuvre du Plan national de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) 2017-2021 a continué cette année. Le gouvernement a décidé de commun accord avec les partenaires de prolonger le RCPCA jusqu'en 2023 et de le recentrer en cohérence avec les priorités signalées par l'accord de paix. Cependant, selon les chiffres d'OCHA de 2016 à 2020, le nombre de Centrafricains ayant besoin d'assistance reste très élevé : 2,6 millions de personnes, soit la moitié de la population. Parmi elles, 1,7 millions de personnes ont des besoins aigus liés à leur survie physique et mentale.

C'est dans ce contexte si complexe et fragile qu'intervient le Fonds Bêkou. Cet environnement volatile met en évidence les avantages comparatifs du Fonds à savoir sa flexibilité, son adaptabilité aux changements de situation, et sa réactivité en intervenant partout dans le pays dès que les conditions minimales le permettent.

L'approche intégrée de l'UE (premier bailleur en RCA) est plus que jamais d'actualité, avec l'action de la Mission de formation de l'UE ("EUTM"), l'aide humanitaire (ECHO), la stabilisation (FPI), l'appui au développement (FED), et l'approche "résilience" du Fonds Bêkou. Dans cette approche, le Fonds Bêkou s'est positionné de manière unique comme un outil clé qui comble le gap entre les besoins humanitaires et les besoins de développement, d'un point de vue LRRD («Linking Relief, Rehabilitation and Development»), en permettant le continuum de l'aide.

Compte tenu de ces avantages, ainsi que des résultats déjà obtenus et de ceux qu'il pourrait apporter en accompagnement de l'accord de paix, l'UE a décidé, en mai 2019, la prolongation du Fonds Bêkou jusqu'à fin 2020. Cette décision fait

¹ OCHA, Bulletin humanitaire, Numéro 50, Décembre 2019.

suite à la demande officielle du Conseil d'administration du Fonds et aux consultations du Conseil et du Parlement européen.

En novembre 2019, le Conseil d'administration a adopté, lors de sa cinquième session annuelle, sa stratégie opérationnelle pour la période 2019-2020. En cohérence avec son mandat LRRD, le Fonds Bêkou a ainsi défini ses domaines d'activité comme suit:

- Le maintien de sa présence significative dans les secteurs sociaux, notamment l'approvisionnement des services de santé, d'eau et d'assainissement ;
- La poursuite et l'extension des actions en faveur de la relance économique, y compris le soutien au développement rural au sens large et aux chaînes de valeur.
- L'appui au redéploiement de l'état et à la réconciliation, particulièrement en accompagnement à l'accord de paix et au processus électoral de 2020.

Par ailleurs, les questions de genre, jeunesse, adaptation au changement climatique, analyse sensible au conflit seront traités de manière transversale.

En 2019, le Fonds Bêkou a adopté trois nouvelles actions pour un montant total de 33.8 millions d'euros. Le Comité de Gestion du Bêkou a adopté une nouvelle action multisectorielle dans le sud-est du pays pour soutenir la relance socio-économique, le rétablissement des services de base, et favoriser le dialogue, la cohésion sociale et le redéploiement de l'État. En plus de cette action, le Comité a adopté un programme de soutien à la promotion de l'entrepreneuriat dans les zones urbaines et rurales. Une nouvelle facilité d'assistance technique et de communication a également été adoptée.

En outre, en 2019, le Fonds Bêkou a renforcé son intégration avec les outils de la coopération européenne mis en œuvre par la DUE. Toutes les nouvelles actions susmentionnées ont été formulées sur le terrain, en coordination étroite avec toutes les parties prenantes y compris le Gouvernement.

Au cours de l'année, les interventions du Fonds Bêkou ont été marquées par les événements politiques et sécuritaires suivants:

- Le recadrage du Secrétariat du RCPCA, qui permettra de mettre un nouvel accent sur la coordination sectorielle, jusqu'à maintenant limitée à effets pratiques à la santé et l'éducation, et de l'élargir aux secteurs prioritaires.
- Les conflits localisés à Bangui et dans l'arrière-pays. Comme en 2018, plusieurs projets et partenaires de mise en œuvre du Fonds ont été affectés par les affrontements et l'insécurité dans les zones concernées. Il en a résulté des pertes d'équipement/matériel et, temporairement, la suspension, et/ou le ralentissement voire la réorientation des activités. Certains projets ont également dû s'ajuster aux mouvements des populations provoqués par les violences.
- Grâce à l'accord de paix, la zone du sud-est demeure actuellement relativement stable, permettant à l'UE et à d'autres bailleurs d'investir en apaisant davantage les tensions et en enclenchant un processus de sécurité – paix – développement.

- La communication et la coordination étroites avec les acteurs humanitaires et les autres bailleurs a permis le renforcement de la complémentarité entre les nouvelles actions et l'opérationnalisation du nexus humanitaire - développement - paix dans tous les secteurs-clés.

2. PROGRAMMATION, MISE EN OEUVRE ET RÉSULTATS (Y INCLUS ÉVALUATIONS)

2.1 Programmation

Lors des deux réunions qui se sont tenues en 2019, le Comité de gestion a adopté trois nouveaux programmes, en portant à 19 le nombre total de ses actions depuis sa création le 14 juillet 2014.

La liste de toutes les fiches d'action adoptées depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le montant et la date d'adoption, est présentée ci-dessous.

Fiches d'action adoptées (2014-2019)		
Action	Montant	Date d'adoption²
Facilité d'assistance technique et de communication	€500 000	29/09/2014
Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU I)	€5 280 000	29/09/2014
Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA (Genre I)	€1 500 000	29/09/2014
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé I) ³	€15 000 000	29/09/2014
Programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en RCA ⁴	€10 000 000	18/12/2014
Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de RCA au Cameroun ⁵	€4 500 000	18/12/2014
Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains	€13 000 000	27/03/2015
Projet Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA et du sud-est de la RCA	€5 500 000	18/11/2015
Programme de promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la RCA (Genre II)	€2 500 000	18/11/2015

² Il s'agit de la date initiale d'adoption de la Fiche d'action. Les actions peuvent avoir subi des révisions décidées ultérieurement par le Comité de gestion. Révisions adoptées en 2019: augmentation de 21 760 000 EUR en mai 2019 du programme de Santé III, de 780 000 EUR en octobre 2019 du PRESU I et de 500 000 EUR en octobre 2019 de Genre II.

³ Un dégageant de 630 742.30 EUR a été effectué en avril 2018 portant le montant de ce programme à 14 369 257,68 EUR.

⁴ Un dégageant de 189 253.92 EUR a été effectué en avril 2019 portant le montant de ce programme à 9 810 746,08 EUR.

⁵ Un dégageant de 265 993.36 EUR a été effectué en avril 2019 portant le montant de ce programme à 4 234 006,64 EUR.

Projet de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2 (PRESU II)	€11 760 000	18/11/2015
Programme de promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine	€20 000 000	18/11/2015
Programme d'appui sectoriel santé au Plan de Transition en RCA (Santé II) ⁶	€29 000 000	04/04/2016
Programme de résilience rurale et création d'emplois	€18 000 000	06/12/2017
Projet de désenclavement des régions en RCA	€7 000 000	06/12/2017
Projet Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)	€11 000 000	06/12/2017
Programme d'appui sectoriel au Plan Intérimaire en RCA (Santé III)	€56 760 000	04/06/2018
Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA (RELSUDE)	€18 000 000	03/05/2019
Facilité d'assistance technique et de communication	€800 000	07/10/2019
Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural (PAPEUR)	€15 000 000	07/10/2019
Montant total des décisions adoptées	€245 100 000	

Au total, le Fonds Bêkou a adopté un montant de 56 840 000 EUR en 2019 (33 800 000 EUR pour de nouveaux programmes : relèvement socioéconomique, facilité d'assistance technique et de communication, promotion de l'entrepreneuriat et 23 040 000 EUR pour l'extension de 3 programmes en cours d'exécution : Santé, Reconstruction économique et sociale et Intégration et participation des femmes à la vie économique, sociale et politique).

2.2 Mise en œuvre des programmes et résultats clés

❖ *Reconstruction économique et sociale en milieu urbain (PRESU – phases 1 et 2)*

La phase 1 du Projet de Reconstruction Economique et Sociale en milieu urbain (PRESU I) a démarré en juin 2015. L'exécution du projet a été déléguée à l'Agence Française de Développement (AFD). La phase 1, initialement prévue pour une durée de 36 mois et un budget de 4.5 millions d'euros, a été révisée en 2019. Une augmentation du budget (de 4.5 à 5.28 millions d'euros) et une prolongation de sa durée (de 36 à 72 mois) a été approuvée.

L'action vise à améliorer la cohésion sociale et l'environnement urbain de quartiers défavorisés de Bangui, et à favoriser la résilience économique des ménages. Elle s'articule autour de trois volets :

1) des actions à vocation sociale à court terme qui se sont déroulées de juillet 2015 à février 2017 ;

⁶ Un dégageant de 246 058.58 EUR a été effectué en avril 2019 portant le montant de ce programme à 28 753 941,42 EUR.

2) la préparation encore en cours d'actions de développement urbain prévoyant des aménagements d'infrastructures collectives ;

3) la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby.

Le premier volet du projet s'est terminé en 2017 et a bénéficié aux jeunes et aux femmes des quartiers précaires de Bangui (Sara Yakité, Miskine et KM5), mais aussi plus généralement à toute la population résidente par sa portée communautaire.

Les maîtrises d'ouvrage pour l'aménagement d'infrastructures collectives et la réhabilitation de voiries ont été déléguées à l'Agence d'Exécution de Travaux d'Intérêt Public en Centrafrique (AGETIP CAF) respectivement par le Ministère de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Habitat (MUVH) et le Ministère des Travaux Publics et de l'Entretien Routier (MTPER).

La mise en œuvre de ce volet en 2018 comme en 2019, a connu des retards qui ont demandé une prolongation de la période de mise en œuvre. En effet, les études techniques pour les équipements socio-collectifs ont été affectées par des incidents sécuritaires qui ont rendu difficile l'accès aux sites d'intervention, mais également par des mouvements de population qui ont nécessité la formulation d'un plan d'accompagnement pour le retour de populations déplacées.

Des difficultés ont été rencontrées par l'AFD avec le bureau d'études sélectionné. Néanmoins, la réalisation des études s'est terminée fin 2018 et les travaux seront effectués dans le cadre de la deuxième phase du programme (PRESU II).

Concernant la réhabilitation de l'avenue Idriss Déby, le dimensionnement d'une voirie permettant un véritable désenclavement des quartiers sinistrés a rendu indispensable la mise en place d'un Plan de Réinstallation, lequel prendra également en compte les enjeux environnementaux et sociaux de la zone d'intervention.

Dans les faits, l'appel d'offre pour le marché de réhabilitation de l'avenue Idriss Deby a été lancé, avec des propositions financières reçues dépassant l'estimation faites par le maître d'œuvre SCET TUNISIE / LE CRAYON (EUR 2.751.704,77). Sur demande de l'AFD, la maîtrise d'ouvrage déléguée (AGETIP CAF) a réévalué les coûts de ce marché en tenant compte des coûts actualisés de certains matériaux, des risques sécuritaires dans les quartiers, et des problématiques d'acheminement des matériaux importés (EUR 3.658.784,03). Malgré cette nouvelle estimation, les offres restaient toujours supérieures à l'enveloppe disponible.

Après avoir déclaré l'appel d'offre infructueux et afin d'attribuer le marché, une négociation a eu lieu avec l'entreprise SOGEA-SATOM, dont l'offre était la moins éloignée du budget disponible. Toutefois à l'issue de cette négociation l'offre de SOGEA-SATOM était toujours au-delà de l'estimation.

Le complément de financement pour combler le gap a été mis à disposition par l'AFD (1.660.583,59 EUR) et l'Union européenne à travers le Fonds Bêkou (780.000,00 EUR).

Le contrat des travaux a été signé le 21/06/2019. L'avance de démarrage, qui conditionnait le démarrage des travaux a été versé et perçu par l'entreprise SOGEA-SATOM.

Cependant, au 31/12/2019, les travaux n'ont toujours pas commencé compte tenu de certaines contraintes imposées par le contexte sécuritaire et/ou l'entreprise, à savoir:

- Obtenir une sécurisation du chantier par la MINUSCA ;
- Possibilité de procéder à la suspension des travaux et à la démobilisation du personnel en cas de menace ou d'attaque ;
- Possibilité de mise en place d'un financement par un seul bailleur ;
- Avoir les garanties de la BDEAC que le financement ira à son terme
- Ajustement du montant sur les coûts additionnels.

Ces conditions ont été jugées inadmissibles par le maître d'ouvrage, et vont induire une négociation complémentaire au risque d'encore retarder le démarrage des travaux.

La phase 2 vise à capitaliser les acquis de la phase 1, en favorisant la reconstruction économique des ménages et en permettant le retour de l'action publique par l'amélioration de l'environnement social et urbain des quartiers précaires de Bangui de Miskine et Sara/Yakité. De la même manière que pour le PRESU I, l'exécution du PRESU II a été déléguée à l'AFD. Les activités ont démarré en Janvier 2017 pour une durée de 36 mois et un financement total de €11,66 millions. Cependant, la complexité du contexte a rendu l'organisation des marchés et la planification des activités sur la base des études techniques difficile. Ceci explique la prolongation du Programme approuvée en décembre 2019 (durée passe de 36 à 60 mois).

Parmi les actions structurantes à fort impact on trouve les travaux de drainage, la réhabilitation et l'équipement des écoles de deux quartiers, ainsi que la réfection du marché de Miskine. Les travaux de proximité concernent le drainage tertiaire pour évacuer les eaux pluviales des zones d'habitation et la voirie tertiaire pour la circulation interne, entre autres.

Malgré les retards dans la mise en œuvre des activités, les contrats ont été signés et l'état d'avancement des travaux est le suivant:

Lots	Désignation des travaux	Taux d'exécution
1	Construction d'un bloc pédagogique de type R+2 au Lycée Miskine	26%
2	Travaux de réhabilitation des bâtiments existants du Lycée Miskine	
2.1	<i>Blocs 1-2-3-4, 5-6-7, 8-9</i>	100%
2.2	<i>Blocs 10-11-12, 13-14-15-9 Paillotes</i>	100%
2.3	<i>Construction de 04 blocs de latrines, réhabilitation du terrain de foot-ball et aire de jeux de mains</i>	35%
2.4	<i>Divers aménagements extérieurs, réhabilitation de la piste d'athlétisme, fourniture des mobiliers au Lycée de Miskine</i>	27%
3	Réhabilitation de la maison de la femme et construction d'une classe maternelle à Miskine	97%
4	Réhabilitation du marché de Miskine	35%
5	Réhabilitation du centre de santé Mamadou M'Baïki	10%
6	Réhabilitation de l'atelier des forgerons et assainissement de l'école Yakité	80%
	Taux moyen	51%

Résultats clés – PRESU (Phases 1 et 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de personnes recrutées dans le cadre des chantiers THIMO	4 884	107%
Nombre bénéficiaires des AGR (activités génératrices de revenus)	1 640	103%
Nombre de victimes de violations de leurs droits/vulnérables ayant reçu une assistance directe	1 127	94%
Nombre d'établissements publics ayant accès à l'eau et assainissement en quantité et qualité suffisante	4 (3 écoles + 1 marché)	100%
Nombre de clubs d'hygiène formés et actifs dans les écoles	2 écoles (environ 15 000 élèves bénéficiaires)	100%

❖ Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA et Promotion de l'intégration et de la participation des femmes et des jeunes filles à la vie économique, sociale et politique de la République Centrafricaine (Genre – phase 2)

Le projet pour l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et filles en RCA, est mis en œuvre par International Rescue Committee UK (IRC-UK) en consortium avec Cooperazione Internazionale (COOPI). Le projet est actif à Bangui, Bocaranga, Kaga Bandoro, Dekoa et Mbaïki. En 2019, le projet a fait l'objet de 2 extensions, la dernière prolongeant sa durée de mise en œuvre jusqu'en avril 2020. Les extensions ont notamment permis de rattraper les retards dans (i) le volet de renforcement des capacités du Ministère de la promotion de la femme, de la famille et de la protection de l'enfant (MPFFPE), et dans (ii) l'opérationnalisation des 2 centres d'autonomisation socio-économique des femmes (CASEF) et de la Maison de l'espoir à Bangui. Quant aux activités de protection contre les violences basées sur le genre (VBG), de sensibilisation aux droits humains, et d'appuis socio-économiques, elles se sont déroulées plutôt dans les délais prévus.

Le projet a pleinement intégré une approche genre, s'assurant que les services proposés soient ouverts également aux hommes se trouvant dans des situations de vulnérabilité. L'appropriation locale a été au cœur du projet, en renforçant et en intégrant les organisations de la société civile centrafricaine, les décideurs communautaires et les partenaires institutionnels nationaux.

Un atelier de capitalisation a été tenu en septembre 2019 avec notamment le MPFFPE et les partenaires centrafricains. Il a été constaté que certaines activités avaient eu un impact positif durable, telles que les associations villageoises d'épargne et crédit (AVEC), les cours d'alphabétisation, les formations professionnelles, la mise en place d'une plateforme agricole multifonctionnelle, et l'établissement de centres de femmes. Par contre d'autres activités ont rencontré des limites dans leur pérennisation. Ceci a, par exemple, été le cas des activités génératrices de revenu (commerce, élevage, agriculture), lesquelles n'ont pu être véritablement intégrées dans des actions structurantes. Des faiblesses ont

également été constatées dans la capacité de mise en œuvre de certains partenaires nationaux, auxquelles il faut ajouter les contraintes de sécurité qui ont affecté certaines localités dont, en particulier, Kaga Bandoro. Cependant, il s'agit là de contraintes plutôt générales en RCA, affectant les interventions transversalement.

Les derniers mois du projet en 2020 seront consacrés à la consolidation des CASEF et de la Maison de l'Espoir, ainsi qu'à l'achèvement des activités de renforcement institutionnel. Néanmoins, la pérennisation des centres de femmes et leur appropriation effective par le ministère de tutelle nécessiteront certainement un soutien prolongé au-delà de la durée du projet. Une évaluation du programme Genre (phases 1 et 2) est prévue en 2020.

Résultats clés – Genre (phase 2)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de chefs, leaders et autres décideurs communautaires sensibilisés et/ou formés au projet et aux droits des femmes	150	111%
Sensibilisation et formation des membres des OCB/ associations féminines/ coopératives en compétences de base	631	168%
Nombre d'organisations nationales qui ont une structuration juridique et un plan de gestion interne à la fin du projet	20	67%
Nombre de groupements féminins engagés dans une chaîne de valeur	750	143%

❖ Appui sectoriel Santé au Plan de Transition en RCA (phases 2 et 3)

La deuxième phase du programme d'appui sectoriel à la santé (Santé II) s'est achevée en 2019 et la troisième phase (Santé III), ayant démarré parallèlement en juillet 2018, a ainsi pris entièrement le relais.

L'assistance technique au Ministère de la santé et de la population (MSP) s'est poursuivie en appuyant les réformes sectorielles et chantiers, ainsi qu'en renforçant l'interface entre les niveaux décentralisés et le niveau central. En plus des 2 assistants techniques permanents, le Fonds Bêkou a déployé 3 missions d'expert au cours de l'année 2019 : (i) appui à la politique de la gratuité ciblée des soins, (ii) la réforme du Système national d'information sanitaire (SNIS), et (iii) l'élaboration de la politique nationale de la santé. Un soutien particulier a également été donné au processus d'élaboration de la politique nationale de santé communautaire.

Dans le cadre du programme Santé III, le projet de renforcement des capacités des équipes-cadres de région et de district sanitaire avec l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) a été lancé en début 2019. Un état des lieux des bureaux sanitaires régionaux et de districts a été établi pour fournir la base aux réhabilitations à venir, lesquelles seront accompagnées d'appuis techniques et de formations adaptées. Le projet a également appuyé la collecte de données sanitaires, destinées à produire le bulletin statistique du 1er semestre 2019 et à contribuer ultérieurement aux rapports annuels 2018 et

2019.

Par ailleurs, la fourniture des services de santé s'est poursuivie dans 157 formations sanitaires, situées dans 15 districts sanitaires⁷. Les ONG partenaires⁸ du Fonds Bêkou ont privilégié le renforcement des capacités et le transfert des compétences au personnel de santé local et aux membres des comités de gestion dans les formations sanitaires. Ces ONG ont également assuré la disponibilité des médicaments essentiels à l'accès au paquet minimum d'activités (PMA) et au paquet complémentaire d'activités (PCA).

Le Fonds Bêkou s'aligne à ce sujet sur le décret n°19 037, adopté le 15 février 2019 par le gouvernement centrafricain, portant sur la gratuité ciblée des soins. De plus, l'appui matériel, logistique et en ressources humaines a complété les capacités locales et garanti la qualité des services prestés à la population. Quant au Complexe pédiatrique de Bangui (CPB), les soins sont fournis gratuitement à tous les enfants, compte tenu de la spécificité de l'hôpital.



Figure 1. Visite CPN

La préparation à l'extension géographique de l'approche de financement basé sur la performance (FBP), initiée au dernier trimestre 2018 avec l'appui d'un expert technique aux ONG partenaires concernées, s'est accélérée pendant l'année 2019. Les besoins de financement supplémentaires pour assurer une transition harmonieuse ont été identifiés avec les partenaires de mise en œuvre.

⁷ Bangassou, Ouango, Bossangoa, Bimbo, Boda, Haute Kotto, Vakaga, Bangui 1, Bangui 2, Bangui 3, Bamingui, Ndélé, Berberati, Carnot, Gamboula

⁸ Action contre la faim, ALIMA - The Alliance for International Medical Action, Cordaid, Croix-Rouge française, CUAMM – Medici per l'Africa, International Medical Corps, Première Urgence Internationale

Les modalités du FBP élaborées par l'expert et les ONG partenaires prennent en compte les spécificités du Fonds Békou et du programme Santé III, afin de préserver les acquis et d'éviter toute perte de qualité dans la prestation des services de santé à la population centrafricaine. La fiche d'action Santé III a été révisée en mai 2019, notamment afin de permettre cette extension géographique du FBP au premier semestre 2020 et par conséquent, de prolonger la durée du programme.

Enfin, les défis sécuritaires, logistiques et de ressources humaines ont persisté en 2019. Plusieurs partenaires de mise en œuvre ont subi des incidents sécuritaires au cours de l'année 2019 dont les derniers mois ont été marqués par une dégradation nette, en particulier, dans les préfectures de la Vakaga et Haute Kotto.

D'ailleurs, la difficulté d'accès aux formations sanitaires, la gestion irrationnelle des médicaments, et le manque crucial de personnel de santé qualifié continuent à affecter la mise en œuvre des interventions.

Néanmoins, pour le secteur de la santé en RCA, l'année 2019 a été globalement une année d'accélération et de transition, malgré les défis persistants.



Figure 2. Activités contre la malnutrition

Des progrès institutionnels encourageants ont été enregistrés, tels que la nomination des cadres au MSP suite à l'adoption en 2018 de son nouveau cadre organisationnel et de fonctionnement, le renouvellement par décret de la gratuité ciblée des soins dans les formations sanitaires, l'opérationnalisation du comité de pilotage du MSP avec ses partenaires techniques et financiers, des avancées dans la réforme du SNIS, l'élaboration de politiques sanitaires, et la consolidation des équipes-cadres déployées dans les régions et districts sanitaires.

Résultats clés – Santé (phases 2 et 3)				
Indicateur	Résultat		Taux de réalisation	
	Phase 2	Phase 3	Phase 2	Phase 3
Nombre de consultations curatives prestées	1 222 557	1 376 736	109%	107%
Nombre de bénéficiaires (femmes enceintes et enfants) de vaccinations dans le cadre du PEV (y compris les vaccinations PENTA)	100 265	44 033	(Cible non définie)	79%
Nombre d'accouchements assistés	63 854	64 170	116%	107%
Nombre de femmes visites CPN totales	174 190	128 470	118%	117%
Nombre de personnes formées (y compris personnel de santé, relais communautaires)	1 412	-	140%	-

❖ Appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine

Le programme d'appui à la production alimentaire pour la résilience et la cohésion sociale des communautés affectées par les crises récurrentes en République centrafricaine vise à améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au travers d'un appui à la relance de la production alimentaire, à la gestion des enjeux intercommunautaires et au renforcement des capacités institutionnelles.

Le programme, mis en œuvre depuis 2015, comporte 3 volets complémentaires:

1. Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales: mis en œuvre par la *Food and Agriculture Organisation* (FAO) et *Danish Refugee Council* (DRC) dans la région de l'Ouham Pendé (nord-ouest) et WWF dans les régions de la Lobaye et Sangha Mbaéré (sud-ouest);
2. Transhumance et renforcement des communautés pastorales: mis en œuvre par la FAO, DRC, *Association for Cooperative Operations Research and Development* (ACORD), ACTED et *Catholic Relief Services* (CRS) à échelle nationale⁹;
3. L'établissement de filières de petit élevage: mis en œuvre par COOPI à Bangui et sa périphérie.

En 2019, seul le programme de COOPI sous le volet 3, était encore opérationnel. Le projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République Centrafricaine a démarré le 23/6/2017 et il est mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales et nationales coordonné par COOPI. Une très

⁹ Ouham, Ouham Pendé, Nana Mambéré, Nana Gribizi, Obella Mpoko, Mambéré Kadei, Ouaka, Kémo, Lobaye, Bamingui-Bangoran, Haute-Kotto, Basse-Kotto, Mbomou, Haut-Mbomou

forte implication de l'ANDE et de la FNEC sous la supervision du Ministère de l'Élevage et de la Santé animale a pu être constatée.

L'objectif spécifique de ce projet est de «Renforcer les performances économiques et organisationnelles des filières du petit élevage dans les arrondissements de la Capitale et les Communes de Bimbo , Damara , Boali et Bégoua»; il vise globalement à soutenir la production d'intrants de qualité (alevins, porcins, poussins, produits vétérinaires, aliments spécifiques) pour redynamiser les filières volaille, piscicole et porcine en rendant disponibles et accessibles de manière permanente ces intrants aux producteurs.

En 2019 le projet a pu rendre pleinement opérationnelles trois stations de reproductrices de géniteurs :

- Une à Ndress pour la reproduction d'alevins ;
- Une à Samba pour la production de porcins de race améliorée et de poussins d'un jour ;
- Une dans l'enceinte de la FNEC pour la production de poussins d'un jour couplé à une provenderie ;

De plus, 7 boutiques ont été installées dans les différentes zones de concentration de producteurs à Bangui, Bimbo et Begou pour rendre plus facile l'accès aux intrants.



Figure 3. Station de reproduction de poussins

Cette année, le Fonds d'appui aux 1.000 producteurs doté d'une enveloppe d'environ 350.000 EUR, a été formalisé et mis en place.

Ce Fonds permet, avec un système de bons, de fournir des appuis ciblés aux producteurs (intrants animaux, produits vétérinaires, petits équipements, etc.) en fonction de leurs besoins spécifiques et de leur niveaux d'intégration au

marché. Les intrants sont produits par les stations de production et leur vente est « comptabilisée » dans le Fonds.

De plus, ce mécanisme de bons permet la constitution d'un « fonds de roulement » posé sous la tutelle légale des organisations représentatives des éleveurs, à savoir les faïtières de la FNEC (Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains), de l'ANGAC (Association Nationale des Groupements d'Aviculteurs de Centrafrique), de l'ANEP (Association Nationale des Éleveurs de Porcs), et de la FNPAC (Fédération Nationale des Pêcheurs et Aquaculteurs Centrafricains). Cette approche assure la pérennisation des activités. Les faïtières, avec la supervision du staff du projet, géreront ce fonds.

Toute au long de l'année, 4 faïtières ciblées ont été formées par les Vétérinaires Sans Frontières sur plusieurs aspects techniques (fonctionnement de l'usine et des stations, formations du personnel, approvisionnement en intrants, itinéraires techniques d'élevage, insémination artificielle, partenariats commerciaux, normes sanitaires au niveau de la provenderie et des stations de reproduction de juvéniles, etc.).

Pour capitaliser ces acquis et répondre à certains besoins complémentaires dans les stations de production, une extension de 4 mois de la durée du projet a été approuvée.

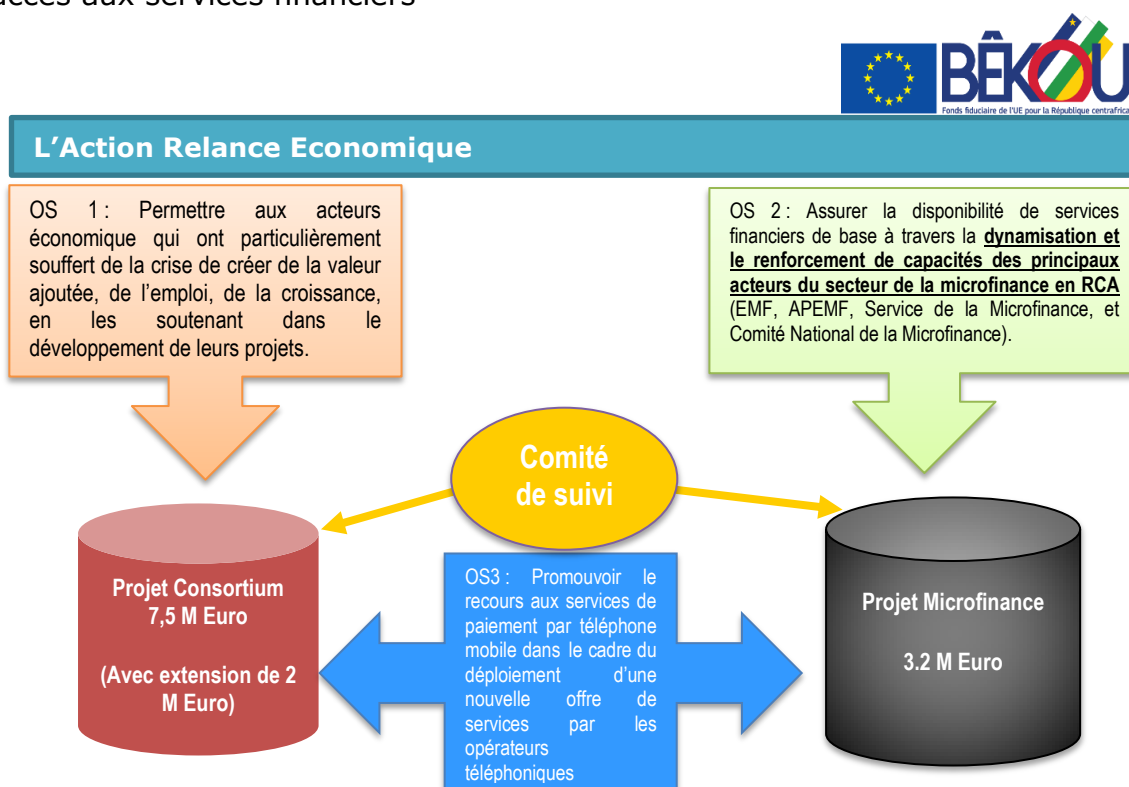
Les acquis du projet seront aussi consolidés dans une prochaine intervention déjà approuvée par le Comité de Gestion du Fonds Bêkou.

Résultats clés – Sécurité alimentaire et nutritionnelle		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Volet 1 – Résilience des communautés rurales agricoles et agropastorales		
Nombre de groupements d'élevage formés et équipés	905	133%
Nombre de groupements de femmes formés et équipés pour leurs AGR (transformation/diversification alimentaire et non alimentaire)	146	97%
Nb de comités villageois structurés/redynamisés	35	130%
Nombre de personnes sensibilisées en matière de protection et gestion des conflits	8 219	235%
Volet 2 – Transhumance et renforcement des communautés pastorales		
Nombre de ménages pastoraux ayant bénéficiés des campagnes de vaccination des animaux	104 710	116%
Nombre de parcs de bétails réhabilités	253	202%
Nombre de structures (6 GRN et foncier pastoral; 9 GC liés au pastoralisme; 5 mixtes + 12 antennes) créés ou redynamisés, renforcés et appuyés	32	100%

Nombre d'agents vétérinaires de l'ANDE actifs	87	200%
Volet 3 – Etablissement de filières de petit élevage		
Nombre des producteurs individuels ou associés bénéficiaires de l'appui qui réalisent 2 cycles d'élevage ou plus de manière indépendante avant la fin de l'action	18% des aviculteurs	Cible non-définie
Nombre d'éleveurs respect effectif des protocoles techniques standardisés et validés par l'ANDE pour la préparation, démarrage et suivi des cycles d'élevage	320	40%
Pourcentage de satisfaction des producteurs par rapport aux différents services rendu disponibles dans le cadre de ce projet	100%	125%

❖ **Relance économique et autonomisation des acteurs économiques centrafricains**

Depuis mi-2015, le Fonds Bêkou a initié ce programme important et novateur pour contribuer à la redynamisation des acteurs économiques locaux (AEL) et des services concernés par les activités économiques à petite et moyenne échelle à Bangui et Bouar. Globalement l'intérêt du programme résidait dans le fait de soutenir en même temps et de manière coordonnée 1.500 AEL d'une part via des services d'accompagnement « non financier » (formation, coaching, accompagnement, appui/conseil) et d'autre part via la promotion / facilitation de l'accès aux services financiers



- Le projet « Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement) », mis en œuvre par le consortium d'ONG DRC, Mercy Corps Europe (MCE) et ACTED, renforce le capital économique, humain, social et financier des acteurs économiques de Bangui, Bimbo, Bégoua et Bouar.

Plus précisément, le projet cible six filières (maraichage, aviculture, savonnerie, apiculture, construction traditionnelle et textile), qui ont été identifiées comme porteuses dans les zones ciblées lors de l'étude socio-économique menée initialement.

En 2019, au final 1 568 acteurs économiques locaux (AEL) ont bénéficié d'un paquet d'appui intégré pour lancer, redynamiser et/ou consolider leur projet. Plus de 941 Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), constitués principalement par des femmes, ont été formés et suivis.

Sur un échantillon de 356 tontines améliorées sur Bangui regroupant environ 7 000 personnes sur deux cycles (12 mois), le projet a pu mobiliser 470 millions de FCFA et octroyer l'équivalent de 211 millions de FCFA de crédits. Cela signifie que chaque membre d'une AVEC mobilise environ 1 500/2 000 FCFA par semaine en épargne.



Figure 4. Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC)

Dans un pays où 75% de la population vit avec moins de 2 USD (1.192 FCFA) par jour, cette pratique montre tout son potentiel.

L'avancement de la composante de microfinance via le projet d'appui au secteur de la microfinance en république centrafricaine (PASM-RCA) a permis aussi de rendre enfin opérationnel le lien et la collaboration entre les ONG en charge de former les AEL et les établissements de microfinance en charge de les bancariser et d'octroyer des crédits aux projets plus rentables.

Grace à cette collaboration, les établissements de microfinance (EMF) sont en train de développer un nouveau produit financier qui permettra de sécuriser davantage l'épargne mobilisé par les AVEC et leurs donner des crédits plus importants à travers des mécanismes de caution solidaire.

Sur un total de 292 demandes de crédits déposées auprès des EMF partenaires pour un total de 146 millions de FCFA, un premier noyau de 98 AEL a aussi reçu des microcrédits pour un total de 57 millions de FCFA pour financer leurs microprojets. 8 AEL ont respecté intégralement leur plan de remboursement et demandent un renouvellement et 7 AEL accusent en retard de remboursement.

Les acquis du projet seront consolidés dans une prochaine intervention déjà

approuvé par le Comité de Gestion du Fonds Bêkou.

- Le projet d'appui au secteur de la microfinance en République centrafricaine (PASM-RCA) mise en œuvre via l'AFD par le consortium IRAM/EHELLE vise à dynamiser et à renforcer les capacités des principaux acteurs du secteur de la microfinance en RCA. Au niveau macro le projet appuie la Direction des Affaires Financières, Monétaires, des Assurances et de la Microfinance (DAFMAN) et le Comité National de Microfinance (CNM) ; au niveau méso, il soutient l'Association Professionnelle des Etablissements de Microfinance de Centrafrique (APEMF) ; et au niveau micro, il renforce les capacités des Caisses Mutuelles de Centrafrique (CMCA) et du Crédit Populaire de Centrafrique (CPC).

Spécifiquement, les objectifs du projet sont : (i) de renforcer les capacités de la DAFMAN, afin de lui permettre de créer un environnement favorable aux activités des EMF; (ii) d'appuyer l'APEMF à mieux accomplir sa mission ; et (iii) de renforcer les capacités techniques, institutionnelles et organisationnelles des EMF afin qu'ils répondent aux besoins de leurs membres/clients.

Au cours du premier semestre 2019, le projet a conduit les travaux d'élaboration des plans d'affaires et de renforcement des entités accompagnées. Ce processus a abouti à la signature de conventions de partenariat avec la DAFMAN, le CNM, l'APEMF et les CMCA en août 2019 et avec le CPC en octobre 2019.

Durant ce même premier semestre 2019, le projet a également réalisé, avec la DAFMAN, l'analyse diagnostic des EMF opérant dans le pays afin d'identifier ceux qui pourront être accompagnés. Ainsi, la Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole (CECA) et la Caisse d'Épargne et de Crédit de Bozoum (CEC Bozoum) ont été retenus. Le processus pour élaborer leur plan de renforcement respectif est en cours et devrait aboutir à la signature des conventions au début de 2020.

Le projet appuie également les EMF dans la mise en place de nouveaux produits. Ainsi, un travail expérimental a été conduit avec les CMCA pour développer un produit de crédit en faveur du segment de clientèle des petites et moyennes entreprises et un autre en faveur des AVEC.

Les premiers octrois de crédit ont été réalisés en janvier pour la clientèle des petites et moyennes entreprises. En ce qui concerne les AVEC, les premiers octrois seront effectués au cours du premier trimestre 2020.

Cette expérimentation permettra de tirer les enseignements nécessaires pour décider de l'éventuelle diffusion de ces nouveaux produits financiers aux EMF.

Enfin, le projet a engagé les processus d'acquisition des équipements pour les bénéficiaires directs (véhicules, équipements informatiques, mobilier de bureau, etc).

De nombreuses activités sont prévues en 2020, notamment la poursuite de la mise en place des crédits aux petites et moyennes entreprises et aux AVEC, la réhabilitation des locaux de CPC, la construction du siège de l'APEMF et l'ouverture de deux agences des CMCA hors de Bangui, à savoir à Boali et à Bouar.

Résultats clés – Relance économique		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
% des AEL formés maîtrisant les bonnes pratiques en gestion des activités économiques et éducation financière	60%	80%
Nombre d'AEL bénéficiant d'un paquet d'appui intégré pour lancer, redynamiser ou consolider leur projet.	1568	105%
Nombre d'AVEC/tontines améliorées appuyés	941	157%

❖ Ecofaune+, Ecosystèmes faunistiques du nord-est RCA/Tchad et du sud-est de la RCA

Le programme Ecofaune+ vise à améliorer la gouvernance et la gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité en RCA dans une perspective de développement de l'économie verte et de lutte contre la pauvreté.

L'action se décompose en deux zones ayant chacune ses particularités.

Le Complexe d'aires protégées dans le Nord-Est de la RCA

Le 4 janvier 2019 a été le dernier jour du projet. Lors de la visite de novembre 2018, le transfert des équipements à Wildlife Conservation Society (WCS) avait été effectué avec une perspective de continuation et d'extension qui sera financée par le programme régional ECOFAC 6, dans le cadre d'un nouveau mode de gestion (Partenariat Public-Privé). Au cours des premiers mois de 2019, le projet a soumis son rapport final, lequel a été validé par le Fonds Bêkou.

Parmi les principaux résultats de ce projet, il faut citer les suivants :

- la production d'un document avancé concernant le Schéma d'Aménagement du Territoire (SDAT) du Bamingui-Bangoran et la mise en place d'un Comité Interministériel de Suivi du SDAT;
- des avancées concernant le Code de Gestion de la Faune et des Aires Protégées de la RCA ;
- la surveillance d'une zone de protection d'environ 5.000 km² ;
- le monitoring écologique et l'inventaire aérien ;
- la production de diverses études thématiques dont une étude sur la transhumance ;
- l'entretien de la base de Bamingui et des infrastructures (y compris au moyen de travaux à haute intensité de main d'œuvre);
- la proposition d'un modèle de partage des bénéfices concernant la gestion participative et durable des ressources naturelles du Bamingui-Bangoran ainsi que le développement de microprojets pilotes.

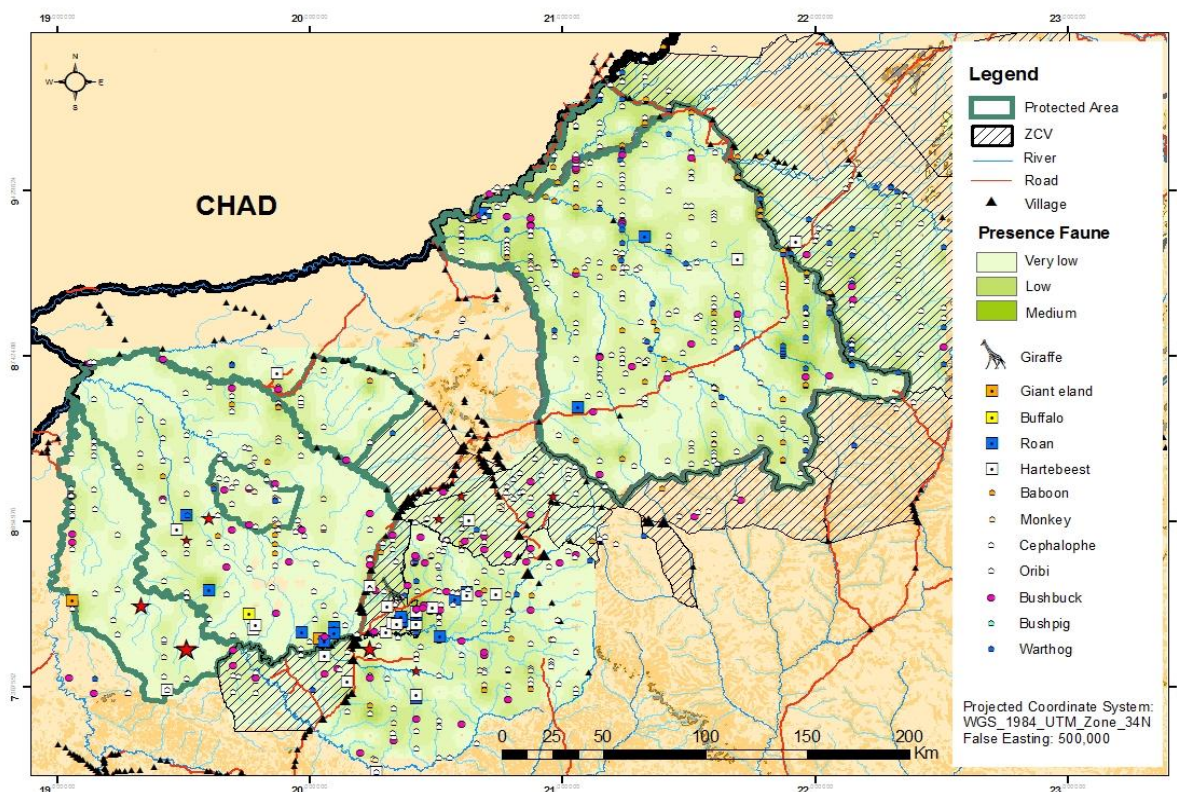


Figure 1. Sondage aérien Ecofaune +. Présence de signes de faune. La réalisation du sondage aérien est l'un des principaux résultats du volet monitoring écologique du projet.

La réserve naturelle "Chinko" dans le Sud-Est de la RCA

Le parc Chinko est géré par l'ONG African Parks Network (APN). Le contrat entre APN et le Fonds Bêkou a été signé en décembre 2017 et la mise en œuvre a commencé en janvier 2018. La fin du projet a eu lieu le 18 décembre 2019.

La vision pour le parc est de « préserver la biodiversité par une gestion durable, concentrée sur des pratiques saines de conservation, en obtenant le soutien de la communauté locale pour la conservation de la faune, en favorisant le développement communautaire durable et en développant les infrastructures de la ZPC de manière compatible avec le Projet Chinko ».

La présence d'APN à l'est de la RCA est une occasion unique pour des efforts de conservation à long terme qui incluent également des investissements dans l'infrastructure, la planification et le développement social et économique, les actions de formation et une étroite collaboration avec les responsables locaux. Jusqu'à la fin de 2019, Chinko avait donné de l'emploi à environ 300 personnes des communautés locales.

La restructuration interne de Chinko s'est poursuivie tout au long de l'année 2019, en vue de l'extension de ses activités en périphérie (Grand Chinko) et du démarrage en juin 2019 du nouveau financement ECOFAC 6.

La méthode de gestion de la transhumance reste focalisée sur la prévention, en cherchant à empêcher la pénétration des troupeaux dans la zone de protection. Cette méthode met l'accent sur l'activité d'Eco-moniteurs plutôt que sur le modèle classique de patrouilles de rangers.

Parmi les principaux résultats de 2019, il convient de signaler les suivants :

- l'approbation de l'accord de Partenariat Public-Privé entre le ministère des Eaux et Forêts et APN. Cet accord se trouve actuellement au niveau du Parlement ;
- la gestion participative de la transhumance pour dévier les flux en dehors de l'aire protégée ;
- la surveillance et le monitoring écologique d'une zone de protection d'environ 4.000 km² ;
- le développement initial de microprojets pilote (centre de formation, groupements de petit élevage et pisciculture, production de savon, appuis divers dans les villes de Bakouma, Bangassou et Rafai).

Résultats clés – ECOFAUNE+		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Les Aires protégées et les ZCV dans le Nord-Est		
Nombre de km ² sous contrôle	5 000	250%
Nombre de gardes formés	46	Cible non définie
Nombre d'initiatives économiques structurées	3	150%
La réserve naturelle "Chinko" dans le Sud-Est		
Nombre de gardes	40	40%
Nombre d'Eco-moniteurs	50	Cible non définie
Km de route rénovée	85	85%

❖ Promotion de la cohésion sociale, du dialogue et de la réconciliation dans la société centrafricaine

Ce programme contribue à favoriser la stabilisation et le relèvement de la société centrafricaine en renforçant les capacités locales et le dialogue à court et moyen terme à travers 4 composantes:

- (i) renforcement des capacités de la société civile centrafricaine;
- (ii) appui au redéploiement des autorités locales;
- (iii) appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains;
- (iv) soutien aux médias centrafricains.

Renforcement des capacités de la société civile centrafricaine

Cette composante, en faveur de la société civile centrafricaine, constitue la mise en œuvre d'une partie de la Feuille de route d'appui à la société civile centrafricaine par l'UE et ses Etats Membres.

Il est considéré comme un projet pilote pour démarrer un processus de travail important avec la société civile locale, qui sera suivi par des interventions dans le cadre du Programme Indicatif National (PIN) sous le 11^e FED. Le projet, qui maximise les synergies avec les projets financés par d'autres instruments de l'Union européenne, sera capitalisé par le programme REPASOCC du 11^{ème} FED.

L'année 2019 est une année de mise en œuvre. L'un des faits marquants reste l'ouverture formelle du siège provisoire de la Maison des Services (MdS) de la Société civile au mois de juillet 2019, ce qui contribue à rendre très visible les actions du projet et facilite l'identification des OSC au projet.

La Maison des services dispose à présent d'un espace dédié pour renforcer les capacités des Organisations de la Société civile (OSC) centrafricaine, et leur permet d'avoir un espace de rencontre et d'échanges. La MdS facilite également le partage des informations entre les OSC. Les activités de formation et stratégiques ont été renforcées dans la deuxième partie de l'année.

Les multiples réunions de concertation avec les représentants institutionnels (Secrétariat permanent pour les ONG (SPONG), ainsi que de la Direction des Affaires Politiques au Ministère de l'Administration) ont permis d'accroître la représentativité institutionnelle du projet, en incluant fin 2019 le DAPA dans le comité technique, instance décisionnelle du projet.

Des réunions spécifiques de concertation avec les plateformes de la société civile ont permis de comprendre les forces et les faiblesses du projet. Ce travail a débouché sur l'organisation d'un atelier spécifique de deux jours sur la gouvernance. A cette occasion, une feuille de route conjointe (Projet / plateformes), pour la mise en place des instances nécessaires à l'organisation de l'Assemblée Générale de 2020, a été formulée.

Ces discussions et travaux conjoints ont permis fin de l'année 2019 de restaurer un climat de confiance entre les deux parties.

Le processus d'adhésion à la MdS est un succès avec plus de 260 OSC adhérents en fin 2019 (par rapport aux 120 escomptées initialement). Les services informatiques et les salles de réunion sont offerts aux OSC. Néanmoins, un site devant abriter la construction du nouveau siège de la Mds reste une préoccupation majeure des parties prenantes à la mise en œuvre du projet. Le consortium et l'Union européenne échangent régulièrement avec le Gouvernement à ce sujet pour trouver une solution durable.

Sur la composante « Renforcement des capacités des organisations intermédiaires », une dynamique d'appropriation du projet par les bénéficiaires est à souligner. Les formateurs nationaux travaillent en binôme avec leurs collègues internationaux sur l'ensemble des sessions de formation dispensées cette année.

L'appui au SPONG se poursuit à travers la finalisation des TDR qui définissent les besoins du SPONG qui comportent (1) la gestion de la base de données et la gestion des résultats; et (2) les outils de suivi-évaluation.

Résultats clés – Renforcement des capacités de la société civile		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
La Maison des services est utilisée par les OSC (augmentation en valeur absolue)	221	111%
Nombre de personnes issues du secteur du développement, de l'humanitaire et institutionnel ont renforcé leurs compétences à travers une offre de formation disponible et accessible	442	54%
Modules de formations de l'équipe du SPONG développés et mis en œuvre	4	50%

Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains

En réponse aux mouvements de retour observés depuis le début de l'année 2017 dans certaines zones, le Fonds Bêkou avait adopté une nouvelle composante d'appui au retour des PDI et des réfugiés centrafricains pour un montant de 9 millions d'euros.

- Afin de favoriser le retour à Bangui, un contrat a été signé en 2018 avec un consortium coordonné par ACTED. Le projet soutient les dynamiques de retour des populations à Bangui au travers de la mise en place des instruments sociaux, économiques et de protection renforcés. Dans ces instruments s'inscrivent les mesures de protection individuelles et communautaires dans les quartiers de retour, l'appui psychosociale, l'organisation de THIMO et l'appui à des AGR et caisses de résilience pour l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages vulnérables.



Figure 5. Tontine améliorée

En 2019, afin de renforcer les services de protection des populations dans les quartiers de retour, 24 Points Focaux de Protections ont été identifiés et formés. L'appui aux Comités locaux de Paix et Réconciliation (CLPR) et aux associations de jeunes a consolidé le dispositif d'assistance durable aux personnes vulnérables. La création des Centres d'Écouté et de Conseils (CEC) s'est avérée essentielle pour le renforcement de la cohésion sociale.

Grâce aux AGR et aux THIMO, 4864 bénéficiaires ont acquis une expérience et des revenus précieux, renforçant ainsi la relance économique des communautés. Le projet a réussi à fournir un soutien psycho-social à près de 12 000 personnes vulnérables, même si l'adhésion aux activités de psychoéducation reste plus faible que pour les AGR.

Afin d'assurer la pertinence et la durabilité du projet, 8 ONG locales, une radio locale et la Mairie centrale de Bangui ont bénéficié d'un programme de renforcement de capacités.

- Le projet « I koue boumbi ti ya Bambari na ndouzou » / « Tous ensemble pour le relèvement de Bambari », a démarré en février 2018 pour favoriser le retour des habitants de Bambari. Le projet met en œuvre des activités qui encouragent l'atténuation des conflits pour améliorer la cohabitation pacifique des communautés. Des actions spécifiques complémentaires sont également menées telles l'appui aux survivants de violences, le renforcement des services de base et l'appui à des AGR.

En 2019, plus de 7 000 personnes ont été sensibilisées aux questions de cohésion sociale et paix et/ou à la prévention de la violence basée sur le genre (VBG) et les droits de l'Homme. Plus de 700 victimes de VBG et/ ou des violations des droits de l'Homme bénéficient déjà d'un appui psychosocial direct. Pendant l'année, plusieurs instances de prévention des conflits ont été modérées par les autorités/leaders locaux. Conformément à leur mandat, les 24 CLPR et les associations des jeunes appuyés par le projet ont continué à renforcer la dynamique de la gestion préventive des conflits.

Toute au long de l'année, les activités d'appui au renforcement des opportunités économiques des populations de Bambari se sont poursuivies. Dans ce contexte 672 travailleurs ont bénéficié des THIMO. Au cours du second semestre, l'appui aux AGR a également démarré. Enfin, 5 microprojets axés sur la cohésion sociale, le respect des droits humains et la lutte contre les VBG soumis par les 5 ONG locales appuyées ont été validés. Dans ce contexte, une première tranche de décaissement d'une valeur totale de 13,263,720.00 CFCA a été décaissée en vue du démarrage de ces microprojets.

A la fin de l'année, 6 des 15 points d'eau prévus étaient pleinement fonctionnels. En plus, 66 des 90 points focaux ont été formés sur la gestion des distributeurs, le réapprovisionnement et la chaîne d'approvisionnement en eau potable. Ces formations assureront la pérennité de cette composante du projet.

- Enfin, le projet signé la fin de 2018, avec CRS, a l'objectif d'améliorer l'harmonie et les conditions de vie des populations retournées/déplacées et les communautés hôtes des Préfectures de l'ouest de la RCA. Le projet cible 30 communautés réparties entre les préfectures Mambéré- Kadeï, Nana-Mambéré et Sangha Mbaéré. L'intervention appuie le retour spontané des ménages déplacés dans la zone transfrontalière avec le Cameroun où se trouve la grande majorité des réfugiés centrafricains.

En 2019, une étude de ciblage était faite. Afin de contribuer à la coexistence pacifique dans les communautés et dans les sites des réfugiés, 302 bénéficiaires ont participé aux ateliers de guérison de traumatisme. Des activités de formation pour les leaders des réfugiés/ des communautés ont été également mis en œuvre. Concernant l'appui à la relance économique, 100 groupes d'épargne et de crédit ont été formés.

Résultats clés – Appui au retour des PDI et réfugiés centrafricains		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre d'instances de conflit qui sont modérés par les autorités et leaders locaux grâce au système d'alerte précoce	257	428%
Nombre des individus bénéficient d'un appui psychosocial	2047	92%
Nombre de CLPR appuyés	36	11%
Nombre de bénéficiaires des THIMO	2864	2800

Appui au redéploiement des autorités locales

Une Convention de délégation a été signée le 10 mars 2016 avec Expertise France (EF) pour la mise en œuvre d'un projet pilote de redéploiement des services publics déconcentrés, renforcement de la cohésion sociale et relèvement précoce en Centrafrique.

EF agit en partenariat avec Avocats Sans Frontières Belgique (ASF) pour le volet « Justice » et avec l'Agence française de coopération médias (CFI) pour le volet « Médias ». Une collaboration est également établie entre CFI et l'Association des Radios Communautaires¹⁰ (ARC). Le projet est piloté par un comité multi-acteurs sous la présidence du Haut-Commissaire à la Primature chargé de la politique de décentralisation et de régionalisation. La coordination locale est renforcée par des comités réunissant les autorités locales et les autres partenaires du projet dans les régions ciblées.

Les activités, démarrées en 2016, ont été mise en œuvre en trois phases: **phase 1** - diagnostic (cartographie des acteurs et renforcement des partenaires locaux); **phase 2** - stabilisation (redéploiement des autorités locales et renforcement des cadres de concertation locaux); **phase 3** - relèvement précoce de deux régions (restauration des services locaux de base et relance économique locale).

Suite au diagnostic établi en 2016 sur les 4 territoires présélectionnés (Bambari,

¹⁰ Depuis le 22 mai, lors de son Assemblée Générale, l'ARC a changé son nom au profit du « Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique » (RMCC). Cependant, comme le projet été clôturé en mai, cette modification n'a eu aucun impact.

Berberati, Bria et Bangassou), les régions de Berberati et Bria ont été retenues comme zones de mise en œuvre du projet. Le diagnostic a porté sur la gouvernance locale, le cadre et les conditions de travail, les compétences et capacités des services et du personnel, les médias, la cohésion sociale et l'activité économique.

Un plan d'action évolutif pour chacune des régions a été adopté par la suite.

Depuis 2016, Bria a connu une recrudescence de violence et en février 2018, la décision a été prise de fermer le bureau et de rapatrier l'ensemble du matériel encore sur place. Par conséquent les équipes ont renforcé les activités à Berberati et finalement à Bangui et à Nola. Seules les activités de la composante « médias » ont continué à Bria.

A Berberati, le renforcement des autorités locales, médias et instances de justice, ainsi que la réhabilitation des bâtiments administratifs et des points d'eau communautaires, ont bien avancé. Le Complexe administratif de Berberati a été réceptionné par l'administration en mai 2019. Les formations ont contribué au renforcement des capacités des autorités locales et au sensibilisation des 202 chefs de quartiers dans leurs responsabilités. Les activités sur le renforcement des capacités de plaidoyer de la société civile ont continué jusqu'à la fin du projet.

Sur la composante « relance socio-économique », 73 dossiers de micro-projets ont été enregistrés et, après analyse, 10 micro-projets ont été validés pour être financés. Toutefois, le manque de transparence dans les critères de sélection des structures a entraîné une réévaluation des dossiers des micro-projets, afin de décider ensuite de l'attribution des financements.

A Nola, nouvelle région d'intervention en 2019, les travaux de réhabilitation d'un marché et de l'abattoir ont été terminés avant la fin du projet.

Concernant le volet de renforcement de la cohésion sociale, plusieurs journalistes des radios ont été formés et sensibilisés sur le thème « journalisme sensible aux conflits ». En outre, plusieurs séances de travail ont été effectuées sur la gestion et les aspects techniques de l'appui aux radios.

Le projet a été clôturé en mai 2019.

Résultats clés – Appui au redéploiement des autorités locales		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
1 bâtiment administratif réhabilité et équipé	1 bâtiment d'ACDA pleinement réhabilité et réceptionné avec 13 bureaux équipés et des panneaux solaires installés	100%
500 chefs et 500 conseils de quartier/villages sont formés sur leurs rôles et attributions	202 chefs et 191 conseils de quartier/villages dynamisés et formés	39%
Nombre d'infrastructures et équipements communautaires réhabilités	5	83%

Soutien aux médias indépendants comme acteurs directs du dialogue public au niveau local et national

En mai 2018, un contrat a été signé avec la Fondation Hironnelle (FH) pour une durée des deux ans afin d'appuyer la Radio Ndeke Luka (RNL) et ses efforts en faveur de la cohésion sociale.

RNL reste jusqu'à présent la seule radio avec une couverture nationale en Sango et en Français, émettant en direct 24h/24 et 7 jours/7. Ses émissions sont axées sur les droits humains, la jeunesse, la condition féminine, le développement, la santé, la justice et la bonne gouvernance. Les productions radiophoniques sont réalisées sur base de l'évaluation des besoins décrits dans le RCPCA, ainsi que pour la stabilisation de la situation (politique, économique et sécuritaire) en RCA. Dans ce contexte, en 2019, 419 émissions radiophoniques ont été réalisées.

La radio intervient également à travers son site web (<http://https://www.radiondekeluka.org/>), sur lequel elle publie ses articles et donne accès à ses émissions en direct et enregistrées. En 2019, la RNL a mise en ligne une page Facebook et un compte Twitter, afin d'atteindre encore plus d'auditeurs.

Ainsi, RNL travaille toujours contre la propagation de rumeurs et de fausses informations, diffuse des messages de cohésion sociale et fournit des clés de compréhension des efforts de réconciliation par son programme d'informations usuel, mais aussi des émissions thématiques comme une table ronde sur le rôle des leaders communautaires dans la consolidation de la paix à Abo au sud de la Centrafrique et les magazines sur l'économie réalisés avec l'implication des spécialistes du secteur ainsi qu'une réelle participation de la partie gouvernementale (ministère de l'Economie). Par ailleurs, les émissions-débat « Patara » renforce l'échange des opinions et le dialogue sur les activités gouvernementales et l'actualité.

Les émetteurs de Bambari, Bouar, Bozoum, Ndélé, Berberati, et Bossangoa ainsi que les 12 radios partenaires diffusent les programmes de RNL.

Le Fonds Bêkou appuie RNL dans son fonctionnement quotidien et renforce ses capacités, afin d'accroître son professionnalisme et sa durabilité. En plus, dans cette optique, le Conseil d'Administration de la Fondation Radio Ndeke Luka a été consolidé en 2019. Des appuis spécifiques ont été faits à l'équipe pour améliorer les aspects traitements, contrôle et suivi des dossiers comptables, administratifs, logistique et ressources humaines.

Concernant l'appui aux radios partenaires, plusieurs activités de formation et suivi ont été mises en place en 2019. Suite à ces 4 sessions de formation, 130 personnes, membres de comités, et journalistes, ont renforcé leurs capacités sur l'utilisation des outils de gestion associative.

Dans ce contexte, la collaboration avec le Réseau des Médias Communautaires de Centrafrique (RMCC - ex ARC) a également été renforcé. Le cadre de collaboration entre le RMCC et la FH/RNL a été revu en mettant l'accent sur les aspects « suivi, accompagnement et appui à la gouvernance associative de la plateforme ».

Résultats clés – Appui à la Radio Ndeke Luka		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Taux de la population centrafricaine ayant accès aux programmes de RNL	60% (>2 000 000 personnes)	100%
Nombre des correspondants en régions	24	80%
Nombre des émissions sur la réconciliation, le dialogue et la reconstruction du pays	192	Cible non définie
Nombre d'agents des radios communautaires formés	114	133%

❖ **Résilience rurale et création d'emplois**

L'action « Résilience rurale et création d'emplois » vise à promouvoir une dynamique de croissance durable et de création d'emplois dans les secteurs agropastoraux productifs de RCA. Le programme adopte une approche "filiale" pour relever les défis structurels et organisationnels entravant le développement desdites filières productives.

Assistance technique auprès des Ministères de tutelle

Afin de faciliter le dialogue sectoriel, contribuer à la consolidation des politiques et renforcer les aspects organisationnels et opérationnels, deux assistants techniques ont été mis à disposition des Ministères de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) et du Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale (MESA) à partir du premier trimestre 2019. Les deux AT, mis à disposition par SOGEROM, travaillent ensemble pour renforcer le cadre de concertation du secteur qui est le besoin principal identifié lors du diagnostic institutionnel.

- Ce diagnostic a abouti, au niveau macro :
 - La mise en place d'un Comité de Coordination du Secteur Rural réunissant 5 ministères. A ce jour, les documents (statuts, TDR et décret) sont finalisés et soumis à la Primature de la République pour validation.
 - La consolidation et l'actualisation des politiques et des stratégies au sein des deux Ministères. A cet effet, plusieurs documents ont été élaborés et/ou validés :
 - Le document de politique agricole et sa loi d'orientation 2020 – 2030 ;
 - Divers projets de loi sur : les Organisation des Producteurs Agricoles et Ruraux (OPAR), la relance de la filière coton
 - La révision des statuts et textes de loi des structures sous tutelle des ministères du secteur rural : l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA), l'Agence Nationale du Développement de l'Élevage (ANDE), la Chambre d'agriculture et d'élevage, la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC), l'Office Nationale des Semences (ONASEM).
 - A des actions spécifiques pour mieux comprendre les aspects organisationnels et opérationnels au sein des ministères concernés :
 - Etendre l'étude diagnostic institutionnel, organisationnel et social du MADR aux 4 autres ministères.

- Au niveau méso, un appui a été apporté aux différents dispositifs institutionnels des Ministères. L'assistance technique a étroitement travaillé avec l'ACDA, l'ICRA, la CHAGRI, l'ONASEM, la FNEC et l'ANDE pour l'appui à la validation des politiques et stratégies et l'élaboration des documents conceptuels et de planification ainsi que sur la mise en œuvre de certains volets de projets/programmes (semences, renouvellement des instances de gouvernance, etc.).

- Au niveau micro, l'assistance technique a facilité la mise en place d'un cadre de coordination avec les trois projets d'appui multidimensionnel aux producteurs financés par le Fonds Bêkou. Ce mécanisme a permis le suivi de l'état d'avancement des projets sur le terrain, le partage des bonnes pratiques, les échanges aux plus niveaux haut sur les éventuels facteurs de blocage. Ce travail permettra de développer la complémentarité des actions financées par le Fonds Bêkou avec celles des autres partenaires techniques et financiers (PTF). Sur ce volet, l'assistance technique a apporté son appui sur :

- La finalisation du document pays relatif au GAFSP (qui a été validé avec une mobilisation de 8 milliards de FCFA) ;
- L'appui à l'harmonisation des financements sur le secteur rural par les différents PTF ;
- La finalisation des documents pays du FIDA et de la BAD ;
- La restructuration des organes de base de la FNEC.

Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés

La phase préliminaire de l'appui aux institutions agropastorales qui travaillent au niveau « méso » s'est déroulée de février à avril 2019. Le diagnostic institutionnel réalisé en octobre 2017 par des consultants indépendants a été actualisé et approfondi par l'IRAM.

Cette phase a été l'occasion d'une formulation participative d'un projet en soutien aux 5 institutions bénéficiaires du programme : l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA), l'Agence Nationale de Développement de l'Élevage (ANDE), l'Institut Centrafricain de Recherche agronomique (ICRA), la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) et la Chambre d'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux, Forêts, Chasses, Pêches et du Tourisme (la Chambre).

Pour améliorer les services rendus aux producteurs (agriculteurs et éleveurs) dans les régions, plusieurs enjeux transversaux ont été soulevés : le renforcement des capacités d'intervention des services déconcentrés, l'amélioration des dispositifs d'animation-formation et des systèmes de planification / suivi et rapportage, la coordination des services techniques des départements de l'agriculture et de l'élevage. Des activités spécifiques à chaque institution ont également été programmées, comme la relance des activités de vente des produits vétérinaires de la FNEC, le déploiement du service d'appui à l'entrepreneuriat de la Chambre ou encore la constitution de collections variétales par l'ICRA.

La seconde phase, a été contractualisée en décembre 2019 et les activités seront lancées dès le début 2020. Ce nouveau projet vise le renforcement des capacités de ces 5 structures au niveau intermédiaire, notamment dans les régions où les services techniques des agences de l'état et des organisations de producteurs sont déployés. Il sera mis en œuvre en étroite coordination avec les autres projets du programme « Résilience rurale et création d'emplois ».

Appui multidimensionnel aux producteurs de base agricoles, agropastoraux et pastoraux

- En mai 2018, le projet « soutien aux petits producteurs agricoles en République Centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée (P4P) » a été signé. Le projet dispose d'un budget de deux millions de Euros pour une durée de 24 mois. Le projet est mis en œuvre par le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Le projet du PAM a pour objectif de contribuer à améliorer les capacités de production et de commercialisation des petits producteurs en RCA. Il contribue au renforcement des moyens d'existence de communautés vulnérables, ainsi qu'à la relance économique des zones ciblées.



Figure 6. Production agricole - OP appuyée par le projet P4P

Les activités mises en œuvre durant la première année du projet ont permis au PAM de renforcer les capacités de production, de gestion et de commercialisation des Organisations paysannes (OP) dans les zones de couvertures du projet¹¹. Grâce aux achats locaux effectués par le PAM, les agriculteurs bénéficiaires sont devenus plus compétitifs et ont réalisé une augmentation nette de leur revenu d'environ 60%. Ces résultats positifs ont suscité l'engouement des communautés, y compris des autres OP non-participantes qui souhaitent désormais adhérer au projet.

Le projet a aussi contribué à l'autonomisation des femmes bénéficiaires, qui grâce aux revenus supplémentaires générés par les ventes groupées, ont pu

¹¹ Il s'agit des Préfectures : Ouham Pendé, Nana Mambéré, Ouham, Mambéré Kadei, Ouaka, Lobaye, Ombella Mpoko, Kemo et Nana Gribizi.

améliorer leur quotidien et s'engager dans d'autres AGR tout en participant davantage à la prise de décision au sein des comités et des foyers.

La première année d'exécution du projet, a montré des résultats probants malgré le contexte sécuritaire très volatile et des difficultés opérationnelles rencontrées dans la mise œuvre. Ainsi, les petits producteurs agricoles ont amélioré leur production avec un accès au marché et la vente des produits agricoles en nette augmentation de 100% (plus de 6.500 tonnes en 2019 dont 2.000 tonnes directement auprès des petits producteurs agricoles). Près de 1,9 million d'euros ont été injectés dans l'économie des régions où le projet est exécuté avec 65% directement auprès des OP, qui sont passées de 10 en 2017 à 25 en 2019. Plus de 700 petits producteurs agricoles ont été formés sur divers thématiques dont la gestion poste récolte, ce qui a eu un impact positif sur la qualité de stockage et la réduction des pertes post-récoltes (<21% en 2019 contre <30% en 2017).

Cependant des défis restent encore à relever pour 2020, notamment les défis de coordination des activités au niveau des structures étatiques décentralisées, le délai de livraison des équipements nécessaires aux OP, la faible capacité organisationnelle et financière des OP.

En 2019, malgré la nette augmentation de la production, l'insuffisance de la disponibilité de vivres auprès des organisations paysannes, par rapport aux besoins du PAM, a été identifié comme un des principaux facteurs limitant la mise en œuvre efficace du projet.

- En décembre 2018, le Fonds Bêkou a établi un projet d'appui intégré au développement des filières agropastorales porteuses pour la croissance et l'emploi mis en œuvre par un consortium d'ONG géré par Welthungerhilfe (WHH).

L'objectif global du projet est de contribuer au relèvement économique et à la relance des secteurs productifs en RCA, tandis que l'objectif spécifique est de promouvoir une dynamique de croissance durable et de création d'emplois à travers les chaînes de valeur porteuses dans les préfectures de l'Ombella-M'Poko, la Lobaye, Kémo et à Bangui.

Le projet vise à redynamiser les filières porteuses, comme le maïs, l'arachide, le maraichage, et la pisciculture, par une mise à la disposition des moyens de production (intrants, matériels) aux producteurs, tout en facilitant l'organisation et la structuration des producteurs et de leurs faitières. Le développement des infrastructures comme les magasins de stockage, les aires de séchages, les unités de transformations, les boutiques vétérinaires principalement autour des « agropoles » facilite l'accès aux marchés, aux moyens de conditionnement et de transformation ce qui apporte une nette plus-value à la production. La réhabilitation des ouvrages de franchissement et des pistes de desserte agricole permet de faciliter les échanges et le désenclavement du milieu rural et péri-urbain. Enfin le projet met l'accent sur la promotion des jeunes, des femmes et soutient leurs initiatives en vue de créer de l'emploi (GERME) et de permettre la monétisation du milieu rural ainsi que l'accès au capital (AVEC).

Pendant l'année 2019, l'accent a été mis sur la relance des activités de production, le démarrage des chantiers/infrastructures, l'accompagnement technique des producteurs et le démarrage du renforcement et de la structuration des OP. L'enquête de base a été réalisée et les principales études telles que l'analyse des chaînes de valeurs et l'observatoire de la résilience en partenariat avec le Laboratoire d'Economie rurale et de sécurité alimentaire

(LERSA) de l'université de Bangui sont en cours.

- Le projet de renforcement de la résilience rurale dans les préfectures du Nord mis en œuvre par un consortium d'ONG coordonné par DRC a été signé en décembre 2018.

Le projet a pour objectif principal de contribuer à la résilience des acteurs du secteur agropastoral par leur structuration pour l'intégration durable et équitable des filières porteuses et des marchés par la mise en œuvre d'actions collectives. Il est articulé autour de 3 axes : i) mise en place de structures facilitant l'accès à des services (intrants, transformation, stockage), ii) transfert de compétences et accompagnement de proximité des producteurs pour assurer pleinement leur intégration sur le marché et iii) revitalisation des mécanismes locaux de résolution pacifique de conflit pour mitiger les tensions et l'insécurité liées aux transhumances.



Figure 7. Groupement féminin appuyé par le projet de renforcement de la résilience rurale

De façon générale, le projet est mis en œuvre dans un contexte encore fragile.

Nonobstant ces difficultés, plusieurs activités ont été réalisées pour recapitaliser les producteurs dans la filière du vivrier (maïs et arachide), du maraîchage, et du petit élevage bétail. Des nouvelles filières à fort potentiel ont été aussi explorées et soutenues (apiculture).

De plus, 41 136 producteurs ont été équipés pour assurer la campagne agricole en 2019. 20 OP ont été identifiées et encadrées pour faciliter des actions collectives notamment sur l'Ouham et Ouham Pendé, 14 infrastructures de services (plateformes multifonctionnelles, centre de stockage, centre de formation, etc...) ont été réhabilitées et fonctionnelles, un réseau de 234 conseillers de proximité ont été formés et équipés pour accompagner les producteurs sur les meilleures pratiques culturales et 609 jeunes ont engagés dans les actions entrepreneuriales.

A cause de la récente crise à Birao, et en pleine coordination avec toutes les

parties prenantes, la réorientation des activités structurantes envisagées vers des actions à impact rapide était décidée.

Résultats clés – Résilience rurale et création d’emplois		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Nombre de tonnes de vivres (contractualisées) pour l’achat avec les OP	4 969	71%
Nombre des OP qui ont développé et mis en œuvre un business plan	5	28%
Le renforcement des OP en itinéraires techniques	73	46.8%
Nombre d’infrastructures locales de services appuyées	14	70%
Nbr de jeunes engagés dans les actions entrepreneuriales	609	9%
Augmentation du nombre de personnes ayant accès à des services financiers à travers les caisses de résilience AVEC	150	33%
Nombre de groupes de Conseil mis en place et formés à la gestion des conflits	2	66%

❖ Désenclavement des Régions en République Centrafricaine

Le projet « Désenclavement des régions de la RCA » vise à permettre le désenclavement, y compris des quartiers de la capitale Bangui, par la réhabilitation de certains axes routiers présentant des intérêts stratégiques, afin d’y améliorer la circulation des biens et des personnes, de renforcer la sécurité et la cohésion sociale, de faciliter le redéploiement des fonctionnaires et agents de l’État et de globalement redynamiser le secteur économique.

Pour ce faire, la stratégie de désenclavement des Régions porte prioritairement sur l’installation d’infrastructures et d’équipements, en particulier l’installation de ponts métalliques mis à disposition gratuitement par la France pour le remplacement des bacs, des ponts vétustes et l’installation de nouveaux ponts.

Le projet comprend deux phases distinctes, à savoir la phase initiale de diagnostic (Phase 0) d’une durée de 19 mois et une phase de mise en œuvre (Phase 1) d’une durée de 16 mois.

La Convention de délégation pour la Phase 0 du programme a été signée avec EF en Mai 2018 initialement pour une durée de 8 mois et un budget d’environ 2.4 millions d’euros. Deux révisions du projet ont été faites en 2019 pour prolonger la durée de mise en œuvre et augmenter le budget de la Phase 0 dite de diagnostic. La phase 1 dite d’Installation a démarré le 16 décembre 2019.



Figure 8. Pont Bailey installé

Les activités achevées au cours de l'année 2019 sont les suivantes:

a. Diagnostics

EF a réalisé 7 missions de diagnostics et parcouru 4 600 kms. Durant ces missions, 360 ponts ont été inspectés et 16 ont fait l'objet d'une recommandation d'aménagement avec installation de ponts Baileys.

Les 300 ml de ponts « Baileys » cédés par la France ont été acheminés jusqu'à Bangui via le port de Douala et sont disponibles pour l'installation sur site.

b. Installations

A ce jour, 4 ponts pour un total de 48 mètres linéaires (ml) ont été installés :

- Pont de Lésé : 12 ml
- Pont de PK16 (près de Bangui) : 15 ml
- Ponts de Mbaïki : 2 ponts de 9 et 12 ml

Cette phase 0 a connu un certain retard dû principalement au contexte sécuritaire mais surtout à deux événements propres à ce type de projet, la difficulté d'acheminement des ponts de Douala à Bangui et les pluies exceptionnelles qu'a connu la RCA au dernier trimestre 2019. Par ailleurs, EF a identifié 5 PSD (ponts semi-définitifs) qui nécessitaient une réhabilitation. Leur réhabilitation a été effectuée en décembre 2019.

En 2020, une dernière mission de diagnostic sera réalisée. Cette mission se déroulera dans l'extrême Sud-Est entre Rafai et la frontière Sud-Soudanaise. La cartographie exhaustive des infrastructures visitées fera l'objet d'un document qui sera présenté et remis aux autorités centrafricaines et pourra servir de base à la planification des travaux d'entretien routier.

En ce qui concerne la phase 1 et la prochaine mission d'installation, qui sera effectuée au premier trimestre 2020, EF envisage d'installer 5 nouveaux ponts

(75 ml) dans la région Sud-Est (préfecture du Mbomou) pour accompagner le déploiement du nouveau projet RELSUDE qui devrait démarrer début 2020.

Les missions de diagnostic ont montré que dans certains cas, il sera plus pertinent de réhabiliter des infrastructures existantes (platelage de pont, piste d'accès) plutôt que d'installer de nouveaux ponts. Un avenant, sans augmentation de coûts, sera préparé sur la base du diagnostic détaillé pour permettre l'exécution d'autres types de travaux que la seule pose de ponts « Baileys ».

Résultats clés – Projet de désenclavement		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
1 cartographie exhaustive est établie et présentée en COPIL	Cartographie réalisée	75%
Nombre de ponts installés	4	100%

❖ *Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)*

Cette action a pour but principal d'augmenter le taux de couverture en eau potable et en assainissement de la République centrafricaine. Le projet est en ligne avec la Politique et Stratégie Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (PSNEA), qui constitue le cadre d'orientation du secteur.

La présente action vient compléter et renforcer les impacts des différents projets de l'Union européenne, ainsi que de la Banque Africaine de Développement (BAD), de l'UNICEF et d'autres partenaires à la République centrafricaine.

Intervention immédiate d'appui à l'accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires

Le projet « Accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires en RCA », contracté le 12 avril 2018, est mis en œuvre par les ONG World Vision, Judepec (ONG nationale), Water for Good et Oxfam.

Son objectif global est d'augmenter le taux de couverture en eau potable et



Figure 9. Forage manuel

d'améliorer l'hygiène et l'assainissement dans les zones rurales des préfectures de Sangha-Mbaéré (sous-préfectures de Nola, Bayanga et Bambio), Ouham Pendé (Bocaranga, Kouï et Ngaoundaye, Paoua), Bamingui-Bangoran (Ndelé et Bamingui) et Vakaga (Birao). En plus de la construction de nouveaux forages, de latrines familiales, de l'aménagement d'autres points d'eau, il est prévu une composante de développement des compétences techniques pour les membres des communautés.

En plein alignement avec

l'approche LRRD, le projet vise à établir un partenariat effectif entre les Comités de Gestion des Points d'Eau (CGPE) locaux et l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANEA).

A partir de l'enquête réalisée en 2018 pour identifier les besoins réels et les capacités des communautés en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, le consortium a mis l'accent au cours de l'année 2019 sur l'intensification de la sensibilisation de masse et sur les travaux de construction/ réhabilitation physique des ouvrages hydrauliques et d'assainissement.

Les principales activités réalisées au cours de cette période concernent la poursuite du renforcement des capacités des communautés en matière d'assainissement piloté par la communauté (ATPC), l'appui aux communautés pour la construction de 13 334 latrines familiales, la construction et la réhabilitation de 71 points d'eau (forages), la réalisation de 39 latrines publiques, la construction de 1215 dalles SanPlat, la mise en place des Comités d'hygiène, et la formation des 10 artisans-réparateurs.

Intervention structurante sur le moyen terme

La deuxième composante du programme a pour but l'acquisition de matériels et équipements de forages pour l'ANEA pour leur permettre d'assurer le suivi et la maintenance dans les zones rurales. Une convention de délégation a été signée avec UNICEF en juillet 2018.

Comme pour la première composante, une phase d'analyse de base était nécessaire. En novembre 2018, l'analyse de la situation a été lancée à Bossangoa et à Paoua. A Bossangoa, l'analyse faite sur 12 axes a permis d'identifier 176 villages prioritaires pour la conduite de l'ATPC. Cette étude a permis de répertorier les besoins, à savoir 77 nouveaux points d'eau à réaliser et 133 à réhabiliter.

Au cours de l'année 2019, l'appui au déploiement des équipes des quatre antennes ANEA sur le terrain et leur dotation en équipements et matériel roulant ont été poursuivis. Au total, plus de 24 500 personnes ont désormais accès à l'eau potable grâce à la construction de 15 forages mécaniques et de cinq forages manuels, ainsi qu'à la réhabilitation de 29 forages. De plus, 104 points d'eau ont été réparés.

Dans l'optique de pérennisation du projet, 174 comités de points d'eau ont été formés afin d'assurer le maintien et la bonne gestion des puits. 20 artisans réparateurs de points d'eau ont été formés et équipés d'outils et de vélos pour leurs déplacements.

Par ailleurs, plus de 7000 personnes ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques d'hygiène dans les villages ciblés. De même, 13 écoles ont bénéficié des campagnes de sensibilisation directe mais également des sensibilisations à travers les clubs d'hygiène scolaires mis en place.

En 2019, un Comité de Pilotage Conjoint a été organisé et présidé par le Ministre du Développement Energétique et des Ressources en Eau.

Enfin, un système de collecte de données a été mis en place afin de développer une cartographie exhaustive des points d'eau dans les préfectures ciblées.

Résultats clés – Eau pour la Paix, Eau pour la Vie (PEPEV)		
Indicateur	Résultat	Taux de réalisation
Intervention structurante sur le moyen terme		
Antennes ANEA opérationnelles pour la fourniture des services d'eau et d'assainissement en milieu rural	4	100%
Nombre de nouveaux forages construits	57	44%
Nombre de relais communautaires formés en tant que formateurs et diffusent de manière active les messages relatifs à la santé et d'hygiène dans communes et villages ciblés	115	45%

❖ Programme de relèvement socioéconomique dans la zone sud-est de la RCA (RELSUDE)

Le Programme a été adopté en mai 2019 en accompagnement à l'accord de paix signé en février. L'objectif global de ce programme est de « renouveler le contrat social entre l'Etat et la population en accompagnement à l'accord de paix » à travers quatre volets d'intervention :

- Volet 1 : Relance des dynamiques économiques
- Volet 2 : Réhabilitation et opérationnalisation des services sociaux de base
- Volet 3 : Promotion d'un environnement protecteur et apaisement des tensions sociales
- Volet 4 : Renforcement des capacités des autorités locales et des services décentralisés

Le programme vise plus de 200 000 bénéficiaires directs et sera axé sur le « nexus humanitaire – développement – paix ».

Relèvement du système de santé du district sanitaire du Haut-Mbomou dans la prise en charge des populations vulnérables

La composante d'appui à la santé dans le cadre du programme RELSUDE a été confiée à ALIMA et lancée en début novembre 2019. Le projet a été élaboré suite à une mission exploratoire menée par ALIMA, laquelle a permis d'établir l'état des lieux et d'identifier les besoins des formations sanitaires à Zémio et Obo. ALIMA met déjà en œuvre le projet de relèvement du système de santé dans le Haut-Mbomou.

Sur une durée de 30 mois, le projet prévoit principalement de réhabiliter les 2 hôpitaux d'Obo et Zémio et de leur permettre de fournir les soins de santé primaires à la population. La fragilité de la zone d'intervention nécessite un degré de substitution encore élevé, en raison de l'absence de capacités locales dans cette zone géographique fortement démunie et reculée. ALIMA estime néanmoins que cette approche humanitaire pourra intégrer rapidement un renforcement des capacités et un transfert des compétences vers le personnel de santé local.

La logique d'intervention s'alignera donc progressivement sur celle du programme Santé III, tout en reconnaissant que sur la durée du projet, le

financement basé sur la performance ne sera pas pertinent dans le Haut-Mbomou.

« I la tene ti to na mbongo » / « Tous ensemble pour le sud-est »

La deuxième composante du programme a été signée le 17 décembre 2019. Il s'agit d'un appui multisectoriel, qui touche tous les autres éléments de l'action, et qui sera mis en œuvre par un consortium d'ONG internationales. ACTED, OXFAM, COOPI, CONCERN, Free Press Unlimited (FPU) et IMPACT Initiatives se sont réunies en consortium afin de renforcer de manière holistique les capacités de résilience des communautés du sud-est tout en consolidant la présence et le rôle des autorités locales. Le projet dispose d'un budget de 14.6 millions d'euros sur 30 mois.

Cette seconde composante s'articule autour de 4 priorités, à savoir (i) le renforcement de la relance économique ; (ii) une amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement ; (iii) la promotion de la réconciliation et de la protection au niveau communautaire ; et (iv) l'appui aux autorités locales. De plus, afin de mieux adapter le projet aux besoins de la population, des rapports d'évaluation territoriale et des plans de relèvement seront produits pour chaque localité. Il s'agit d'une phase préliminaire qui servira comme la base du projet.

❖ Programme d'appui à la promotion de l'entrepreneuriat en milieu urbain et rural (PAPEUR)

Le programme a été adopté par le Comité de Gestion du Fonds Bêkou en octobre 2019. Son objectif global est de soutenir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs. Dans cette optique, il prévoit deux composantes :

- Une première composante qui consiste à promouvoir l'entrepreneuriat en milieu rural en s'appuyant notamment sur la professionnalisation des acteurs ruraux et leur structuration en coopératives autour de filières porteuses. Une attention particulière est mise sur l'aval des filières et sur les acteurs susceptibles d'apporter une plus-value par la transformation et la commercialisation.
- La deuxième composante de ce programme vise à consolider l'entrepreneuriat en milieu urbain et périurbain en capitalisant sur les acquis des projets en cours financés par le Fonds Bêkou.

La procédure de contractualisation de toutes les deux composantes sera finalisée au premier semestre 2020.

2.3 Suivi et évaluation

2.3.1 Cadre de Résultats

Dans son rapport spécial¹² (publié en octobre 2017), la Cour des comptes a recommandé l'identification d'objectifs SMART pour le Fonds Bêkou avec des

¹² Rapport spécial n° 11/2017: Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances, <https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did=41726>

indicateurs correspondants. L'objet de cette recommandation est de pouvoir suivre et démontrer les résultats obtenus par secteurs d'intervention ainsi que l'impact au niveau du Fonds.

Le Cadre de Résultats identifiant la chaîne de résultats et reprenant tous les indicateurs importants des projets individuels a été approuvé par le Comité de Gestion le 30 novembre 2018. Le Cadre de Résultats est alimenté par des bases des données internationales et nationales (notamment au niveau de l'impact et de résultats) et des cadres logiques des projets mis en œuvre par le Fonds Bêkou (notamment au niveau d'extrants).

Mi-2019, une mise à jour sur l'avancement de ses indicateurs a été partagée avec les membres du Comité de Gestion du Fonds Bêkou.

RESULTATS PREVUS		INDICATEURS	ETAT D'AVANCEMENT	VALEUR CIBLE	%	MOYENS DE VERIFICATION
OBJECTIF GENERAL	SDG					
Améliorer la stabilisation et la reconstruction de la République Centrafricaine et renforcer la résilience de la population	10	Nombre de réfugiés et demandeurs d'asile sous la responsabilité du HCR par situation	592129	N/a	N/a	Les statistiques du HCR et/ou des études (Oct. 2018)
	2	Valeur ajoutée de l'agriculture en % du PIB	33,9%	N/a	N/a	Données WDI data (2017)
	1	Proportion de la population se trouvant en dessous du seuil international de pauvreté	51%	N/a	N/a	Données Banque Mondiale (2008)
	16	Nombre de victimes d'homicide intentionnel par 100,000 de population	20	N/a	N/a	Données Banque Mondiale (2016)
OBJECTIF SPECIFIQUE 1: RETABLIR LES SERVICES DE BASE ET RENFORCER LE REDEPLOIEMENT DE L'ETAT	1, 2, 3, 6, 16	Le taux de mortalité d'enfants de moins de cinq ans (sur 1,000)	121,5	N/a	N/a	Base des données des indicateurs ODD (2017)
		Le taux de mortalité maternelle (sur 100,000)	882	N/a	N/a	UNSD MDG base des données (2015)
		Nombre de personnes qui ont accès à l'approvisionnement en eau amélioré et/ou installations sanitaires	59500	112500	53%	Base des données nationale
		ACDA et ANDE fonctionnelles sur le terrain pour effectuer la vulgarisation	N/a	N/a	N/a	Base des données nationale
1.1 Qualité et quantité améliorées de services de base de santé	3	Nombre de consultations médicales fournies avec l'appui du FF	3568432	3671163	97%	Cadre logique - projets
	3	Nombre d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié avec l'appui du FF	164325	154785	106%	Cadre logique - projets

1.2 Qualité et quantité améliorées de services de base d'eau et d'assainissement	6	Nombre des points d'eau (y compris forages) construit/réhabilités	332	450	74%	Cadre logique - projets
1.3 Pratiques agricoles améliorées	2	Nombre des groupes agricoles, producteurs des semences, agriculteurs et jardiniers formés et équipés avec des kits	3759	4352	86%	Cadre logique - projets
	2	Nombre des vaccinations d'animaux avec l'appui du FF	2035438	2098390	97%	Cadre logique - projets
	2	Nombre des petits exploitants atteints avec les interventions soutenues par le FF dans le but d'augmenter leur production durable, l'accès aux marchés et/ou la sécurité du terrain	851829	1404322	61%	Cadre logique - projets
	2	Nombre d'AGR appuyées	18968	8416	225%	Cadre logique - projets
1.4 La capacité renforcée de l'État de fournir des services de qualité à leurs citoyens	1	Nombre des structures/institutions publiques (y compris les ministères) qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	225	233	97%	Cadre logique - projets
1.5 La capacité renforcée de la société civile pour l'appui aux communautés locales	16	Nombre d'organisations de la société civile qui ont été appuyées par des activités de renforcement des capacités avec le soutien du FF	860	797	108%	Cadre logique - projets
OBJECTIF SPECIFIQUE 2: PROMOUVOIR LA COHESION SOCIALE	5, 8, 10, 16	Pourcentage de l'audience de la Radio Ndeke Luka qui ont une meilleure compréhension de la situation actuelle en RCA et qui ont les informations/moyens nécessaires pour participer au dialogue public	> 50% (sur un audience des 2.000.000 personnes)	> 50% (sur un audience des 2.000.000 personnes)	100%	Cadre logique - projets
		Nombre des femmes/jeunes filles qui ont été autonomisées dans leur intégration sociale et économique	67023	N/a	N/a	Cadre logique - projets

2.1 La prévention de conflit renforcée	16	Nombre de personnes qui ont bénéficié directement des interventions appuyées par l'UE visant spécifiquement à soutenir le peace-building civil post-conflit et/ou la prévention de conflit	106206	93938	113%	Cadre logique - projets
2.2 Les déplacés internes et réfugiés réintégrés dans les communautés locales	10	Nombre de réfugiés, déplacés forcés ou personnes des communautés hôtes qui ont été protégés ou assistés avec l'appui du FF	39416	71797	55%	Cadre logique - projets
2.3 Les médias locaux renforcés et indépendants	16	Nombre des radio émetteurs	7	7	100%	Cadre logique - projets
	16	Nombre de médias directement appuyés par le FF	21	19	111%	Cadre logique - projets
OBJECTIF SPECIFIQUE 3: RETABLISSEMENT DU SECTEUR ECONOMIQUE ET PRODUCTIF	8, 9, 11					
3.1 Opportunités de VET/développement de compétences augmentés	8	Nombre de personnes qui ont bénéficié des VET/interventions de développement des compétences sur base institutionnelle ou professionnelle appuyé par le FF	76625	99425	77%	Cadre logique - projets
	8	Nombre de jeunes/personnes de groupes vulnérables qui travaillent aux THIMO	8474	13027	65%	Cadre logique - projets
3.2 Le développement du secteur privé promu	8	Nombre de bénéficiaires avec l'accès aux services financiers avec l'appui du FF: a) entreprises, b) individus	6156	5175	119%	Cadre logique - projets
3.3 L'infrastructure réparée et/ou construite	9	Nombre de ponts construits avec l'appui du FF	4	9	44%	Cadre logique - projets
	11	Nombre d'espaces publics/bâtiments réparés avec l'appui du FF	459	381	120%	Cadre logique - projets

2.3.2 Missions de suivi axé sur les résultats

Depuis 2016, les projets du Fonds Bêkou bénéficient du suivi basé sur les résultats (ROM – *Results Oriented Monitoring*), module commun aux DG DEVCO, DG NEAR, et aux Délégations de l'Union européenne.

La planification annuelle prévoyait plusieurs missions ROM ; cependant, une seule mission a pu être effectuée. L'incapacité de mettre en œuvre toutes les missions prévues est principalement liée au contexte sécuritaire et à la faible disponibilité des experts prêts à partir pour la RCA et notamment pour des missions en dehors de Bangui. De plus, le nouveau contrat-cadre ROM propre à la DG DEVCO a démarré en octobre 2019.

Ce nouveau contrat prévoit les cas et moyens ad hoc pour des missions en pays fragile, ce qui a permis de réaliser dès décembre 2019 la mission ROM pour le PRESU I et II. Une nouvelle série des missions sera effectuée en janvier 2020.

2.3.3 Evaluations

Aucune évaluation commissionnée par le Fonds Bêkou n'a été réalisée au cours de l'année 2019.

2.4 Communication et visibilité

Sur toute l'année 2019, les partenaires ont poursuivi la mise en œuvre de leur plan de communication et visibilité, assurant une communication sur les projets, ainsi que la visibilité de l'Union européenne. Cette année a été marquée par une coordination plus étroite avec les partenaires de mise en œuvre afin de mettre en évidence les résultats des projets pour la population.

Par ailleurs, les partenaires exécutifs ont alimenté la publication des articles et témoignages de bénéficiaires sur le site internet de capacity4dev (<https://europa.eu/capacity4dev/trust-fund-bekou>), mais également en publiés à leurs propres sites et réseaux sociaux et la presse locale.

Le Fonds Bêkou a également effectué les activités de communication et visibilité suivantes:

Activité	Lieu	Dates
Débat « Garantir l'égalité d'accès aux services de santé de base : payer ou ne pas payer ? » aux Journées européennes du Développement (JED)	Bruxelles	18/06/2019
Stand « Safe return to home for the Central African Internally Displaced Persons » aux Journées européennes du Développement (JED)	Bruxelles	18-19/06/2019
Contribution à l'atelier de cinéma documentaire autour de la thématique de la réconciliation (initiative «Ateliers Varan II»)	Bangui	2018 - 2019
Participation du Fonds Bêkou aux « Journées Portes Ouvertes » (JPO) organisées par le Délégation de l'UE	Bangui	28-30/11/2019

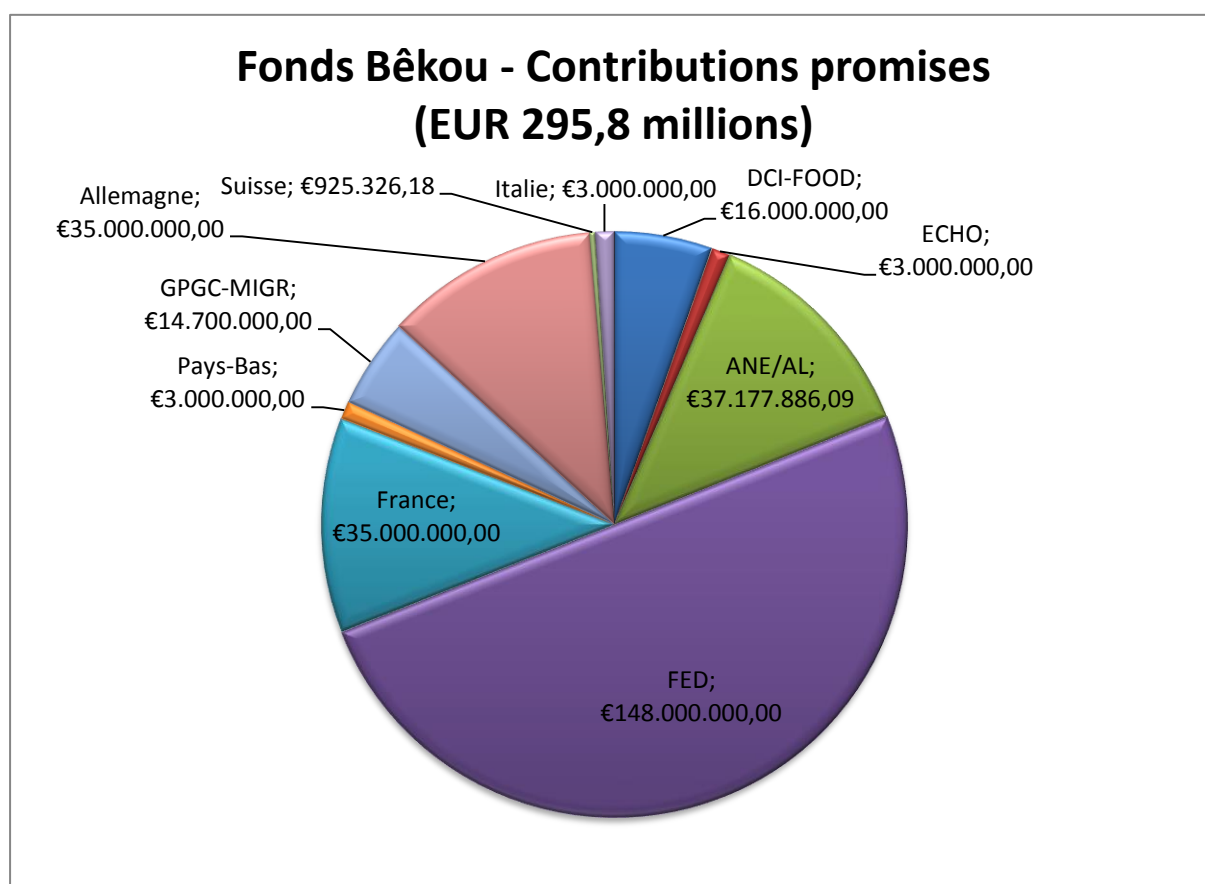
3. RAPPORT FINANCIER

3.1 Promesses de dons et contributions

En 2019, les contributeurs du Fonds Bêkou se sont engagés pour un montant de contributions dépassant les 295 millions d'euros, ce qui représente une augmentation de 53 millions par rapport au total des contributions 2018.

Ces promesses de dons se sont concrétisées partiellement: presque 265 millions d'euros ont été confirmés par un certificat de contribution, contre 31 millions d'euros en attente de certificat.

Le graphique ci-dessous montre la ventilation des contributions promises par contributeur.



Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, certifiées et payées ainsi que les montants des crédits (opérationnels et administratifs) d'engagement et de paiement (avec les intérêts perçus et les montants récupérés suite à des ordres de recouvrement (OR) pour dépenses inéligibles jusqu'à la fin de 2019).

Contributeurs	Contributions promises	Contributions certifiées	Autres	Contributions payées
UE - ANE/AL 2014-2019	€37 177 888,09	€37 177 888,09		€24 332 543,09
UE - DCI-FOOD 2014-2017	€16 000 000,00	€16 000 000,00		€16 000 000,00
UE - GPGC-MIGR	€14 700 000,00	€14 700 000,00		€14 700 000,00
UE - ECHO	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€2 000 000,00
UE - FED	€148 000 000,00	€122 000 000,00		€39 000 000,00
DE	€35 000 000,00	€35 000 000,00		€35 000 000,00
FR	€35 000 000,00	€30 000 000,00		€30 000 000,00
IT	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€3 000 000,00
NL	€3 000 000,00	€3 000 000,00		€3 000 000,00
CH	€925 326,18	€925 326,18		€925 326,18
TOTAL	€295 803 212,18	€264 803 212,27		€167 957 869,27
TOTAL INTERETS			€150 559,02	
TOTAL OR			€67 534,74	
<u>Total crédits d'engagement reçus (opérationnels & administratifs - intérêts + OR inclus)</u>		€265 021 306,03		
Total crédits d'engagement reçus (opérationnels - intérêts + OR inclus)		€253 498 340,49		
Total crédits d'engagement reçus (administratifs - intérêts + OR inclus)		€11 522 965,53		
<u>Total crédits de paiement reçus (opérationnels & administratifs - intérêts + OR inclus)</u>				€168 175 963,03
Total crédits de paiement reçus (opérationnels - intérêts + OR inclus)				€160 557 141,61
Total crédits de paiement (administratifs - intérêts + OR inclus)				€7 618 821,42

Le tableau ci-dessous montre la ventilation entre contributions promises, certifiées et à recevoir.

Contributeurs	Montants promis	Certificats de contribution	Montants certifiés	Montants à recevoir
<u>BUDGET UE (TU1)</u>				
ANE/AL 2014	€10 669 756,54	OUI	€10 669 756,54	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€8 552 672,12	OUI	€8 552 672,12	
ANE/AL 2015 (NEAR)	€1 990 000,00	OUI	€1 990 000,00	
ANE/AL 2015 (DEVCO)	€3 120 114,43	OUI	€3 120 114,43	
ANE/AL 2016	€2 589 060,05	OUI	€2 589 060,05	
ANE/AL 2017	€2 180 499,51	OUI	€2 180 499,51	
ANE/AL 2018	€2 414 783,44	OUI	€2 414 783,44	
ANE/AL 2018-2019	€5 661 000,00	OUI	€5 661 000,00	
DCI-FOOD 2014	€10 000 000,00	OUI	€10 000 000,00	
DCI-FOOD 2016	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
DCI-FOOD 2017	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
GPGC-MIGR	€14 700 000,00	OUI	€14 700 000,00	
ECHO - 1	€2 000 000,00	OUI	€2 000 000,00	
ECHO - 2	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
Sous-total TU1	€70 877 886,09		€70 877 886,09	€0,00
<u>FED (TU3)</u>				
Bridging Facility	€39 000 000,00	OUI	€39 000 000,00	
PIR	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
OMD	€9 000 000,00	OUI	€9 000 000,00	
RESERVE	€15 000 000,00	OUI	€15 000 000,00	
PIN 11ème FED	€45 000 000,00	OUI	€45 000 000,00	
PIN 11ème FED	€9 000 000,00	OUI	€9 000 000,00	
PIN 11ème FED	€26 000 000,00	NON		€26 000 000,00
Sous-total TU3	€148 000 000,00		€122 000 000,00	€26 000 000,00
<u>EXTERNE (TU5)</u>				
ALLEMAGNE - 1	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
ALLEMAGNE - 2	€10 000 000,00	OUI	€10 000 000,00	
ALLEMAGNE - 3	€15 000 000,00	OUI	€15 000 000,00	
ALLEMAGNE - 4	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 1	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 2	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 3	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 4	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 5	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 6	€5 000 000,00	OUI	€5 000 000,00	
FRANCE - 7	€5 000 000,00	NON		€5 000 000,00
PAYS BAS	€3 000 000,00	OUI	€3 000 000,00	
ITALIE - 1	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ITALIE - 2	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
ITALIE - 3	€1 000 000,00	OUI	€1 000 000,00	
SUISSE	€925 326,18	OUI	€925 326,18	
Sous-total TU5	€76 925 326,18		€71 925 326,18	€5 000 000,00
GRAND TOTAL	€295 803 212,27		€264 803 212,27	€31 000 000,00

3.2 Bénéficiaires et montants contractualisés

En 2019, le Fonds Bêkou a conclu 11 nouveaux contrats (y compris 5 contrats de vérification financière) pour un montant total d'un peu plus de 28 millions d'euros. Ces contrats ont été conclus dans le cadre des programmes suivants: programme d'appui sectoriel santé au Plan Intérimaire en RCA (Santé III), programme de résilience rurale et création d'emplois, projet de désenclavement des régions en RCA, programme de relèvement socio-économique dans la zone sud-est de la RCA (RELSUDE) et dans le cadre de la facilité d'assistance technique et de communication.

En 2019, le Fonds Bêkou a approuvé l'augmentation du budget de certaines subventions déjà attribuées lors d'années précédentes. En particulier la subvention déjà attribuée en 2017 à IRC dans le cadre du programme Genre II a été augmentée de presque 500 000 EUR, la subvention déjà attribuée en 2018 à CUAMM dans le cadre du programme Santé II a été augmentée de 3 000 000 EUR et la subvention déjà attribuée en 2018 à Cordaid dans le cadre du programme Santé III a été augmentée de presque 2 600 000 EUR. Le Fonds Bêkou a aussi approuvé l'augmentation du budget d'autres contrats: les 2 contrats de services à AEDES pour les assistants techniques auprès du Ministère de la Santé publique en RCA ont été augmentés d'un montant total de 800 300 EUR et les conventions de délégation signées avec l'AFD dans le cadre du projet de reconstruction économique et social en milieu urbain (PRESU I) et avec Expertise France dans le cadre du projet de désenclavement des régions en RCA ont été augmentées respectivement de 780 000 EUR et de presque 82 000 EUR.

La liste de tous les contrats signés depuis le lancement du Fonds Bêkou, y inclus le nom de l'organisation bénéficiaire, le montant contractualisé ou final et l'année de signature du contrat, est l'objet du tableau ci-dessous.

Contrats 2014-2019				
Réf.	Titre	Bénéficiaire	Montant contractualisé ou final (après dégageement)	Année de signature du contrat
T03.9	Appui à la restauration du système de santé de base dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	€3 185 203,17	2015
T03.10	Strengthening the health system in north-eastern Central African Republic	IMC	€2 987 454,12	2015
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 ^e arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	€2 160 830,68	2015
T03.12	Amélioration de la situation économique et sociale des femmes et de leur famille en RCA	IRC	€1 336 091,00	2015
T03.13	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations affectées par le conflit armé et ses conséquences, et de la reliance du système de santé des districts de Lakouanga et Ouango-Bangui dans la région sanitaire n°7 de la RCA	Save The Children Denmark	€1 358 133,00	2015
T03.14	Appui au district des Castors dans le 3 ^e arrondissement de Bangui	CRf	€2 300 000,00	2015
T03.27	High level conference on the EU Trust Fund for CAR Bêkou Lot 2- Communication and training	Particip	€89 935,00	2015
T03.28	High level conference on the EU Trust Fund for CAR Bêkou – Lot 3 Conference	LDK	€60 874,70	2015

T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain RCA	AFD	€5 180 000,00 ¹³	2015
T03.32	Programme de réponse à court et à moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	€4 214 006,64	2015
T03.33	Contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et au relèvement socio-économique des communautés paysannes de l'Ouham Pendé par le renforcement de leurs capacités de résilience	DRC	€1 656 233,55	2015
T03.34	Appui à la participation des OSC et populations locales et autochtones dans la gouvernance des ressources naturelles et le relèvement socio-économique du Sud-Ouest de la RCA	WWF	€374 794,00	2015
T03.35	Appui à la restauration du système de santé de base à Ndélé	PUI	€1 736 845,70	2015
T03.36	Assistance technique au Ministère de la Santé publique	AEDES	€378 476,10	2015
T03.38	Etude sur les options pour le renforcement du système national d'approvisionnement en médicaments essentiels génériques (MEG)	HERA	€51 540,71	2015
T03.43	Cohabitation, synergie et résilience agropastorale	DRC	€362 120,04	2015
T03.44	Purchase Order - 200 Pens + update of communication materials TF Bêkou	Particip	€1 600,00	2015
T03.46	Contribution à la paix sociale et à la sécurité alimentaire durable à travers la restauration du dialogue et la relance du secteur élevage en RCA	ACORD	€267 129,37	2015
T03.47	La résilience des populations en matière de sécurité alimentaire	FAO	€1 386 484,25	2015
T03.48	Renforcement de la résilience des éleveurs à travers la réorganisation des réseaux de transhumance	ACTED	€562 747,13	2015
T03.49	Transhumance	FAO	€593 823,43	2015
T03.57	Supply of services for the audit of the annual accounts	KPMG Réviseurs d'Entreprises	237 500,00	2016
T03.61	Programme de restauration des activités pastorales dans les deux communes d'élevages de Niem et de Gaudrot dans la préfecture de la Nana-Mambéré en RCA	CRS	€415 851,29	2016
T03.64	Projet pilote de redéploiement des services déconcentrés de renforcement de la cohésion sociale et de relèvement précoce en Centrafrique	Expertise France	€3 700 000,00	2016
T03.68	Frais de voyages journalistes Vox Media - Reportage investiture du Président à Bangui	AMEX	€2 594,13	2016
T03.70	Radio Ndeke Luka: favoriser la réconciliation et le dialogue en RCA à travers un média impartial, national et professionnel	Fondation Hironnelle	€1 975 752,86	2016
T03.72	Update communication materials - Brochures EN/FR	Particip	€2 500,00	2016
T03.74	Préparation et facilitation du débat Bêkou aux JED - 16 Juin 2016	ECDPM	€2 437,41	2016
T03.78	Contrat cadre PMO - Bon de commande - Frais de voyage 1 ministre RCA + 1 - EDD- 16 Juin 2016	AMEX	€7 272,16	2016
T03.80	Ecosystème Faunistiques du Nord-est RCA/Tchad et du Sud-est de la RCA - Volet Nord	AGRECO	€3 588 675,16	2016

¹³ Montant initial : 4 400 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 780 000 EUR.

T03.84	Service de modération et facilitation de l'atelier Bangui "De la Résilience au Développement"	URD	€14 805,00	2016
T03.85	"Promouvoir la Réconciliation et le Dialogue en République centrafricaine (RCA)" – Etude	Vircoulon Risk Consulting	€19 500,00	2016
T03.86	Atelier Békou "De la Résilience au Développement" – Mise à disposition des locaux, équipement, matériel et services d'accueil et traiteur	Alliance Française (Bangui)	€9 416,70	2016
T03.88	Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)	DRC	€9 467 454,99	2016
T03.91	Projet d'assistance medico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé des 1 ^{er} , 2 ^{ème} et 4 ^{ème} arrondissements de Bangui	PUI	€1 795 741,49	2016
T03.92	Strengthening the health system in northeaster central African republic	IMC	€4 201 889,91	2016
T03.93	Projet d'assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du 6 ^{ème} arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	€2 539 937,42	2016
T03.94	Soutien au district de Castors pour la consolidation durable du système sanitaire dans le 3 ^{ème} arrondissement de Bangui et sa périphérie	CRf	€2 273 691,00	2016
T03.95	Appui à la restauration du système de santé dans les régions de Bangassou et Bossangoa	Cordaid	€3 963 134,00	2017
T03.97	PRESU 2 – Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain – Phase 2	AFD	€11 660 000,00	2016
T03.99	Identification et formulation du programme d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement de base sous le financement du Fonds Fiduciaire Békou – Contrat cadre nr 2017/383298 BENEFC 2013 LOT 2	PlanetEau	€29 468,28	2017
T03.100	Catering et fleurs conférence de Bruxelles pour la République Centrafricaine 17/11/2016	Conseil de l'Union européenne	€20 573,82	2017
T03.101	Projet d'appui à la relance des filières de l'élevage urbain et périurbain en République centrafricaine	COOPI	€3 350 000,00	2017
T03.102	Prévention et réponse aux violences basées sur le genre à travers l'autonomisation sociale, économique et la participation citoyenne des femmes et des filles	IRC	€2 478 830,64 ¹⁴	2017
T03.104	Appui à la restauration du système de santé de base en faveur des populations vulnérables de la préfecture sanitaire de la Bamingui Bangoran (RCA)	PUI	€3 400 000,00	2017
T03.105	Préparation et modération du débat Békou aux JED 2017	ECDPM	€2 437,41	2017
T03.106	Mission d'évaluation du secteur agro-pastoral en vue de la formulation de la fiche d'action Sécurité Alimentaire 2	Bernard Baugé	€11 880,00	2017
T03.107	Contrat cadre PMO - Bon de commande – Frais de voyages + hôtel 2 ministres RCA – JED 2017	AMEX	€7 861,18	2017
T03.109	Assistance Technique (AT1) SANTE II	AEDES	€870 100,00 ¹⁵	2017
T03.110	Projet de renforcement des capacités de la société civile centrafricaine	Institut Bioforce Développement	€2 500 000,00	2018

¹⁴ Montant initial : 1 386 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2018 ajoutant 600 000 EUR. Nouvel avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 492 830,64 EUR.

¹⁵ Montant initial : 463 800 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 406 300 EUR.

T03.111	Amélioration de la prise en charge sanitaire des populations vulnérables de la préfecture de la Mambere Kadei par le renforcement des capacités de la Croix-Rouge Centrafricaine	CRf	€2 721 441,00	2017
T03.112	Implementing sustainable conservation management interventions in the Chinko Project Area in CAR	APN	€1 490 877,00	2017
T03.114	Journée Internationale de la femme rurale et de l'alimentation en RCA	Alliance Française (Bangui)	€19 924,00	2017
T03.115	Projet d'amélioration de la prise en charge de la santé maternelle et infantile dans le district sanitaire de Boda en RCA	ALIMA	€2 850 000,00	2017
T03.116	Projet de création documentaire autour de la thématique de la réconciliation	Alliance Française (Bangui)	€19 920,00	2017
T03.121	I koue boumbi ti ya bambari na ndouzou / Tous ensemble pour le relèvement de Bambari	MCE	€1 750 000,00	2018
T03.123	Ndjoni kiringo na kodoro / Bon retour à la maison. Soutenir et pérenniser les dynamiques de retour à Bangui à travers des mécanismes sociaux, économiques et de protection renforcée	ACTED	€3 491 250,07	2018
T03.125	Vérification FAO T03.47 et T03.49	Baker Tilly Réviseurs d'Entreprises	€15 756,00	2018
T03.127	Evaluation du programme d'appui sectoriel Santé au Plan de Transition en RCA - phase 1 et 2	ICE	€210 774,00	2018
T03.131	Audits financiers des subventions IMC T03.10, ALIMA T03.11 et ACORD T03.146	Moore Stephens / BDO	€39 314,00	2018
T03.135	Accès à l'eau et à l'assainissement de base dans les zones prioritaires en RCA	World Vision	€3 990 000,00	2018
T03.138	Programme de résilience rurale et création d'emploi - projet de soutien aux petits producteurs agricoles en République centrafricaine pour un meilleur accès au marché à travers la vente groupée	PAM	€2 000 000,00	2018
T03.140	Projet de désenclavement des régions de République centrafricaine - Phase initiale de diagnostic	Expertise France	€2 511 426,59 ¹⁶	2018
T03.141	Appui au complexe pédiatrique de Bangui	CUAMM	€7 000 000,00 ¹⁷	2018
T03.143	Audit financier de la subvention T03.80 avec AGRECO	Moore Stephens	€8 275,00	2018
T03.144	Radio Ndeke Luka : la radio des centrafricains pour accompagner la réconciliation et la restauration de l'état de droit dans le pays	Fondation Hirondelle	€2 380 500,00	2018
T03.148	Programme de relance économique et d'autonomisation des acteurs économiques centrafricains	AFD	€3 200 000,00	2018
T03.149	Projet de renforcement des capacités de l'ANEA pour un accès durable à l'eau et à l'assainissement en milieu rural	UNICEF	€6 800 000,00	2018
T03.150	Santé II – Assistance Technique II	AEDES	€833 000,00 ¹⁸	2018
T03.151	EDD 2018 - frais participation Ministre Pana	AMEX	€6 356,85	2018
T03.153	Etude sur la formation professionnelle – Résilience rurale	Agrarian Systems Consulting	€19 950,00	2018
T03.158	Etude sur les perspectives en RCA et la pertinence du Fonds Bêkou	Vircoulon Risk Consulting	€20 000,00	2018

¹⁶ Montant initial : 2 428 970,15 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 82 456,44 EUR.

¹⁷ Montant initial : 4 000 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 3 000 000 EUR.

¹⁸ Montant initial : 439 000 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 394 000 EUR.

T03.161	Appui au renforcement du système de santé en République centrafricaine	Cordaid	€8 466 739,01 ¹⁹	2018
T03.162	Renforcement des capacités des acteurs locaux des districts sanitaires de Bimbo et Boda dans la prise en charge de la santé des populations vulnérables	ALIMA	€5 800 000,00	2018
T03.163	Renforcement du système de santé dans les préfectures de la Vakaga et de la Haute Kotto	IMC	€4 864 111,14	2018
T03.164	Projet d'assistance médico-nutritionnelle pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé de la région n°7	PUI	€6 399 964,16	2018
T03.165	Provision d'une assistance médico-nutritionnelle d'urgence et renforcement du système de santé primaire et secondaire dans la préfecture de la Bamingui- Bangoran	PUI	€3 624 985,90	2018
T03.166	Kiri ngo kodro / Retour à la communauté	CRS	€3 747 480,16	2018
T03.167	TF Bêkou Communication and Visibility: event organisation and visibility items	Business & Strategies Europe	€26 648,04	2018
T03.170	Renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses dans le nord de la RCA	DRC	€5 000 000,00	2018
T03.171	Appui intégré au développement des filières agropastorales porteuses pour la croissance et l'emploi	WHH	€6 299 982,42	2018
T03.172	Résilience rurale -Assistance Technique	Sogerom	€871 440,00	2018
T03.173	Renforcement des capacités des équipes-cadres de région et de district sanitaire	AICS	€3 700 000,00	2018
T03.174	Résilience rurale - Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés - Phase préliminaire	IRAM	€96 492,30	2018
T03.176	Communication et visibilité 2019 - 2020	Alliance Française (Bangui)	€70 000,00	2019
T03.177	Vérification financière de la subvention T03.70 avec Fondation Hirondelle	Deloitte Réviseurs d'Entreprises	€11 813,00	2019
T03.179	Vérification financière de la subvention T03.88 avec DRC	PKF Littlejohn	€11 605,00	2019
T03.183	Vérification financière de la convention T03.32 avec GIZ	Mazars	€14 322,50	2019
T03.185	Projet d'assistance médicale pour les populations vulnérables et de renforcement du système de santé de la région sanitaire n°2	CRf	€3 514 000,00	2019
T03.187	Vérification financière de la subvention T03.95 avec Cordaid	Deloitte Réviseurs d'Entreprises	€11 803,00	2019
T03.188	Résilience rurale - Renforcement des capacités centrales et des services décentralisés - Phase II	IRAM	€2 889 012,38	2019
T03.190	Relèvement du système de santé du district sanitaire du Haut-Mbomou dans la prise en charge des populations vulnérables	ALIMA	€3 000 000,00	2019
T03.193	Vérification financière de la subvention T03.94 avec CRf	PKF Littlejohn	€11 095,00	2019
T03.194	Programme de relèvement socio-économique dans la zone du sud-est « I La Tene Ti To Na Mbongo = Tous ensemble pour le sud-est »	ACTED	€14 600 000,00	2019
T03.195	Projet de désenclavement des régions en RCA (phase 1)	Expertise France	€4 288 573,41	2019

¹⁹ Montant initial : 5 908 704,78 EUR. Avenant pour extension signé en 2019 ajoutant 2 558 034,23 EUR.

3.3 Montants payés

En 2019, presque 32 millions d'euros ont été décaissés. Ce montant vient s'ajouter aux paiements précédents pour atteindre un total décaissé de plus de 150 millions d'euros depuis le lancement du Fonds Bêkou.

Le tableau ci-dessous montre le montant des paiements en 2019 par type de ligne budgétaire.

Ligne budgétaire	Montant des paiements
Dépense administrative	1.392.234
Société civile, autorié locale	2.361.863
Changement climatique	821.607
Education	1.211.605
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	2.748.689
Egalité des sexes	735.968
Santé	10.948.655
Dépenses opérationnelles horizontales	102.148
Aide humanitaire (réponse d'urgence)	9.275.194
Eau & sanitation	2.294.114
Total	31.892.075

Le tableau ci-dessous montre la part des préfinancements et des dépenses réelles (dépenses justifiées et approuvées) par type de contrat/mode de gestion pour les paiements 2019.

	TOUS paiements		Préfinancements		Apurement		Dépenses réelles	
	A		B		C		D = A - B + C	
	Montants (EUR)	%	Montants (EUR)	%	Montants (EUR)	%	Montants (EUR)	%
Subventions en gestion directe	26.128.593	82%	22.241.909	86%	19.315.612	80%	23.202.297	77%
Marché en gestion directe	877.135	3%	156.760	1%	84.130	0%	804.505	3%
Gestion indirecte avec les organisations internationales	2.294.114	7%	2.294.114	9%	1.754.097	7%	1.754.097	6%
Gestion indirecte avec les agences de développement	1.200.000	4%	1.200.000	5%	3.122.660	13%	3.122.660	10%
Autres (dépenses administratives)	1.392.234	4%	0	0%	0	0%	1.392.234	5%
Total :	31.892.075	100%	25.892.783	100%	24.276.500	100%	30.275.792	100%

4. MANAGEMENT ET CONTROLE INTERNE

4.1 Résultats des contrôles

4.1.1 Efficacité des contrôles concernant la légalité et la régularité

4.1.1.1. Résultats des contrôles ex-ante

Des contrôles ex-ante sont effectués de manière systématique par les 4 intervenants du circuit financier Bêkou, et ce pour toutes les transactions du Fonds. En 2019, 34 "factures" (factures commerciales ou demandes de remboursement) présentaient des dépenses à valider, les autres paiements étant liés à des préfinancements. Le tableau ci-dessous montre le résultat des contrôles et les dépenses inéligibles détectées avant paiement.

	Nombre de factures	Montant brut	Montant inéligible	Note de crédit	Total inéligible	% inéligible
	Montants (EUR)					
Subventions en gestion directe	14	23.471.879,24	269.582,66	0,00	269.582,66	1,15%
Marché en gestion directe	13	808.774,02	0,00	4.268,88	4.268,88	0,53%
Gestion indirecte avec les organisations internationales	1	1.754.097,38	0,00	0,00	0,00	0,00%
Gestion indirecte avec les agences de développement	4	3.122.659,60	0,00	0,00	0,00	0,00%
Autres (dépenses administratives)	2	1.392.233,54	0,00	0,00	0,00	0,00%
Total	34	30.549.644	269.582,66	4.268,88	273.851,54	0,90%

3.1.1.2. Résultats des audits externes

Les audits externes incluent les contrats de vérification de dépenses ou d'audit financier/de système contractualisés par le Fonds Bêkou.

Le premier plan annuel d'audit et de vérification a été établi en 2017²⁰ (PAV 2017) comme suit:

²⁰ En 2018 il a été décidé de retirer le contrat T03.30 signé avec AFD de ce plan à cause de l'avenant prolongeant la durée de la mise en œuvre de 36 mois. Ce contrat fera partie du plan annuel d'audit et de vérification ultérieur.

En 2019 le contrat T03.32 signé avec GIZ a été transféré dans le PAV de 2019 dû à une procédure infructueuse et au lancement d'un nouveau contrat-cadre AUDIT.

Réf N°	Titre du contrat	Bénéficiaire	Type d'engagement
T03.10	Strengthening the health system in North-eastern Central African Republic	IMC	Audit financier
T03.11	Assistance médico-nutritionnelle auprès des populations résidentes et déplacées du VIème arrondissement de Bangui et du district sanitaire de Bimbo	ALIMA	Audit financier
T03.30	Programme de reconstruction économique et sociale en milieu urbain RCA	AFD	Audit financier
T03.32	Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	Audit financier
T03.46	Sécurité alimentaire – accompagnement des activités de pastoralisme	ACORD	Audit financier et de système
T03.47	Sécurité alimentaire - Résilience	FAO	Vérification
T03.49	Sécurité alimentaire - Transhumance	FAO	Vérification

Le deuxième plan annuel d'audit et de vérification a été établi en 2018 (PAV 2018) comme suit:

Réf N°	Titre	Bénéficiaire	Type d'engagement
T03.80	Ecosystème Faunistiques du Nord-est RCA/Tchad et du Sud-est de la RCA – Volet Nord	AGRECO	Audit financier
T03.88	Fini Bangondo Ti Mai (Nouvelle vision pour le développement)	DRC	Audit financier

Le troisième plan annuel d'audit et de vérification a été établi en 2019 (PAV 2019) comme suit:

Réf N°	Titre	Bénéficiaire	Type d'engagement
T03.32	Programme de réponse à court et moyen terme à l'afflux de réfugiés de la RCA au Cameroun	GIZ	Vérification
T03.70	Radio Ndeke Luka: favoriser la réconciliation et le dialogue en RCA à travers un média impartial, national et professionnel	Fondation Hirondelle	Vérification
T03.94	Soutien au district de Castors pour la consolidation durable du système sanitaire dans le 3ème arrondissement de Bangui et sa périphérie	CRF	Vérification
T03.95	Appui à la restauration du système de santé dans les régions de Bangassou et Bossangoa	CORDAID	Vérification

En 2019, cinq contrats spécifiques ont été signés via le contrat-cadre audit.

1. Un contrat spécifique (T03.179) a été signé avec le cabinet d'audit PKF Littlejohn pour faire une vérification de la subvention signée avec DRC dans le cadre du programme « Relance Economique ». Le rapport final de

vérification des dépenses qui portait seulement sur les 22 premiers mois (la première moitié) du projet a été soumis. Le montant inéligible s'élève à 17.6 % de l'échantillon de la vérification. Il s'agit principalement d'un problème d'allocation de coûts partagés chez DRC et un des partenaires, ACTED, pour des dépenses liées au personnel et au bureau local qui ne se fait pas sur la base de coûts réels. Une lettre a été envoyée à DRC pour leur demander que le problème détecté par les auditeurs soit adressé dans les plus brefs délais et pour les informer que le montant inéligible de 115 793,41 EUR sera déduit lors du paiement final.

2. Un contrat spécifique (T03.183) a été signé avec le cabinet d'audit Mazars pour faire une vérification de la convention de délégation signée avec GIZ dans le cadre du programme « Réfugiés ». Le projet de rapport de vérification des dépenses a été soumis mais sans les commentaires de l'entité auditée qui pourrait encore fournir des pièces justificatives supplémentaires. Le montant considéré inéligible à ce stade est peu élevé puisqu'il correspond à 2.6% des dépenses totales du projet.
3. Un contrat spécifique (T03.177) a été signé avec le cabinet d'audit Deloitte Réviseurs d'Entreprise pour faire une vérification de la subvention signée avec la Fondation Hironnelle dans le cadre du programme « Réconciliation ». Un montant inéligible supplémentaire de 90 324,90 EUR (en sus de celui du rapport de vérification des dépenses soumis par la Fondation Hironnelle lors du paiement final de la subvention qui faisait déjà état d'un montant inéligible de 20 741,37 EUR) comprend des dépenses qui sont encourues en dehors de la période contractuelle (18 526.01 EUR), dont la documentation est manquante ou inadéquate (60 765,53 EUR) ou dont la procédure de passation de marché est incorrecte (5 124,25 EUR) auxquels s'ajoute un ajustement des coûts indirects (EUR 5 909.11). Le montant inéligible qui avait été financé par la Commission européenne (cofinancement de 70%) s'élève à 63 227,43 EUR. Il a fait l'objet d'un ordre de recouvrement et a été remboursé par la Fondation Hironnelle.
4. Un contrat spécifique (T03.193) a été signé avec le cabinet d'audit PKF Littlejohn pour faire une vérification de la subvention signée avec CRf dans le cadre du programme de « Santé II ». Le projet de rapport de vérification des dépenses a été soumis mais sans les commentaires de l'entité auditée qui pourrait encore fournir des pièces justificatives supplémentaires. Le montant considéré inéligible à ce stade est élevé puisqu'il représente 24 % de l'échantillon. Il a trait principalement à un problème d'allocation de coûts partagés pour les dépenses liées au personnel, au bureau local, à la location et répartition de véhicules etc. qui ne se fait pas sur la base de coûts réels.
5. Un contrat spécifique (T03.187) a été signé avec le cabinet d'audit Deloitte Réviseurs d'Entreprise pour faire une vérification de la subvention signée avec Cordaid dans le cadre du programme « Santé II ». Le projet de rapport de vérification des dépenses a été soumis mais sans les commentaires de l'entité auditée qui pourrait encore fournir des pièces justificatives supplémentaires. Le montant considéré inéligible à ce stade est particulièrement élevé puisqu'il représente 34.6 % de l'échantillon. Il a trait principalement à un problème de documentation manquante ou inadéquate pour des dépenses liées à l'achat de médicaments.

En ce qui concerne les contrats spécifiques qui avaient été signés en 2018, quatre audits (IMC, ALIMA, ACORD, AGRECO) et deux vérifications (FAO) ont été finalisés. La somme des montants inéligibles a atteint EUR 312 545,59.

Audit/ Vérification	Montant inéligible (EUR)
IMC (T03.10)	0
ALIMA (T03.11)	4 307,31
ACORD (T03.46)	165 703,97
AGRECO (T03.80)	1 870,99
FAO (T03.47)	10 412,75
FAO (T03.49)	130 256,57
TOTAL	312 545,59

4.1.2 Prévention et détection des fraudes²¹

Pas de résultats à rapporter sous cette rubrique pour 2019.

4.2 Observations et recommandations faites par le Service d'audit interne/la Cour des comptes

La Cour des comptes européenne a mené une mission d'audit de performance en 2016/2017 sur la conception et la mise en œuvre du Fonds Bêkou. Cette mission a donné lieu à un rapport spécial ("Le fonds fiduciaire Bêkou de l'UE pour la République centrafricaine: un début chargé d'espoir malgré quelques insuffisances" - <http://publications.europa.eu/webpub/eca/special-reports/Bekou-11-2017/fr/>) sur la base duquel un plan d'action a été établi par DEVCO et le Fonds Bêkou afin d'apporter une réponse aux recommandations effectuées par la Cour.

Les observations de la Cour sont les suivantes:

- Bien que reposant sur une analyse limitée, tant la décision de mettre en place le Fonds Bêkou que la conception retenue pour celui-ci étaient adaptées aux circonstances.
- La gestion du Fonds Bêkou peut être améliorée.
- Malgré des circonstances difficiles, le Fonds Bêkou a donné à ce jour des résultats globalement positifs.

Les recommandations de la Cour sont les suivantes:

²¹ Les Fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent.

- Elaborer de nouvelles orientations sur le choix des instruments de financement et sur les analyses des besoins visant à définir les champs d'intervention des fonds fiduciaires;
- Améliorer la coordination au niveau des donateurs, les procédures de sélection et la mesure de la performance et optimiser les coûts administratifs.

4.3 Evaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le Fonds Bêkou opère dans le système général de contrôle interne défini par la Commission européenne.

Dans ce cadre, le gestionnaire a effectué l'évaluation des systèmes de contrôle en place au moyen du questionnaire ad hoc sur les 16 standards de contrôle interne.

Cette évaluation se fonde sur le rapport du Service d'audit interne, sa propre évaluation des systèmes de contrôle et des risques, le type d'exceptions/déroations enregistrées, le nombre et la fréquence des irrégularités détectées (faible) et d'autres informations (fonctionnement des circuits financiers, rapports de vérification des dépenses, missions de l'équipe, missions ROM, etc.).

D'une manière générale, aucune faiblesse significative n'a été détectée.